

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 26 SEPTEMBRE 1979 - N° 959

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Rachid Kanoté menacé d'expulsion

Rachid Kanoté, membre du comité de coordination des foyers en lutte, passait lundi devant la commission des expulsions de la Préfecture du Val-de-Marne. Cette commission n'a qu'un rôle consultatif. Le ministère de l'Intérieur n'est par ailleurs soumis à aucun délai pour statuer.

Bien que le dossier soit une fois de plus vide — on reproche à Rachid «d'avoir défavorablement attiré l'attention sur sa personne» — il y a tout lieu d'être inquiet sur les intentions de Bonnet qui donne l'impression de vouloir tester ses projets de lois avant même que ceux-ci aient été votés par le Parlement.

En tout état de cause, le meilleur soutien à apporter à Rachid consiste à participer massivement au rassemblement de Garges samedi prochain.

LIRE EN PAGE 3

La téléphonie se restructure : 15 000 emplois menacés

D'ici 1981, 15 000 emplois sur 90 000 risquent d'être supprimés dans la branche téléphonie.

Rien qu'en Bretagne 5 000 licenciements sont d'ores et déjà programmés. L'AOIP pour sa part envisage de se débarrasser de 1 100 personnes. Pourtant, ce secteur n'a pris son essor que très récemment.

LIRE EN PAGE 4

Immigrés : la deuxième génération

LIRE EN PAGE 6

CENTRAFRIQUE LE PEUPLE NE SE CONTENTE PAS DU DEPART DE BOKASSA



Les paras français contrôlent Bangui. Fouilles de voitures, vérifications de papiers auprès d'une population qui ne se satisfait pas du départ en douceur de Bokassa.

La nouvelle équipe dirigeante de la République centrafricaine ne jouit pas d'un solide soutien populaire. Parmi les manifestants qui s'étaient rassemblés à Bangui dimanche l'un deux donnait le ton : «Pour le moment tout le monde est derrière lui (Dacko), puisque tout le monde est contre Bokassa».

Le peuple centrafricain se souvient de la faillite et de la corruption dont s'était rendu responsable Dacko, alors qu'il était président de la république avant d'être renversé par Bokassa. Et le peuple constate que le nouveau gouvernement n'est guère épuré que de Bokassa lui-même.

Le rôle joué directement par la France dans le remplacement de Bokassa par Dacko ne peut être caché par les déclarations du ministre français de la coopération, Galley qui a l'audace d'affirmer : «La France ne s'est pas mêlée à la préparation de l'affaire Bokassa». Une simple «aide» apportée à «des personnalités centrafricaines» au moment où elles «avaient décidé d'agir».

Or, les militaires français se sont laissés aller à dire qu'ils étaient «en état d'alerte depuis la semaine dernière. Ce n'est qu'en plein vol qu'on nous a annoncé que nous venions à Bangui. Nous sommes arrivés jeudi soir et nous avons libéré l'aéroport».

Sur place bien avant que Dacko ne proclame le renversement de Bokassa, les troupes françaises se sont renforcées depuis par un transport de 3 transalls et d'un DC 8 en provenance du Gabon.

Un millier de soldats français contrôlent donc maintenant l'aéroport, le palais présidentiel, la centrale électrique et les principaux axes de Bangui.

Maintenant que Bokassa a été lâché par la France, rien ne lui est épargné. Celui qui était le «cousin» de Giscard est soupçonné d'être anthropophage après la découverte dans les frigos de l'empereur de cadavres mutilés. La complaisance de la France à l'égard des crimes de Bokassa se poursuit aujourd'hui dans l'appui apporté à ceux qui étaient ses proches ces dernières années.

LIRE EN PAGES 10 ET 11

DEUX PATRONS
DU
VAL-DE-MARNE
AGRESSENT
VIOLEMMENT
DES DELEGUES

LIRE EN PAGE 12

L'affaire
des pinardiens
EMPOISONNER
LA POPULATION
NE COUTE
PAS CHER

LIRE EN PAGE 12

MOUVEMENTS
DE GREVE
A RENAULT

Le Mans, Orléans,
Sandouville...

LIRE EN PAGE 3

La Ruhr, coeur de la classe ouvrière allemande

- Fin

La crise, en Allemagne comme en France, se traduit par un chômage de plus en plus massif. Et, comme en France, les jeunes en sont là-bas les premières victimes. Rejetés par le capitalisme, qui est incapable de leur fournir la moindre perspective, ils deviennent automatiquement suspects.

Reportage
d'Anne RHEIN

Sortant du «Komic», centre de jeunes autogéré à Gelsenkirchen, où, le soir du 1^{er} mai a eu lieu une fête de jeunes, les visiteurs se voient en face d'un car de police qui leur fonce dessus à toute vitesse. En un rien de temps, 5 autres cars arrivent, les flics arrêtent arbitrairement quelques jeunes, jettent brutalement par terre d'autres qui s'y opposent. Les jeunes décident de ne pas en rester là, ils suivent

J'ai rencontré un soir les jeunes du Komic, apprentis, élèves, dans ce qui leur sert de centre de rencontre : un blockhaus de la dernière guerre comme il en reste quelques-uns dans la région, haut de 4 étages, sans fenêtres, avec des murs épais de 1,5 mètres. Ils m'ont expliqué pourquoi ils viennent au Komic et ensemble nous avons essayé de voir pourquoi les partis bourgeois et la police voient d'un plutôt mauvais oeil que les jeunes s'organisent eux-mêmes.

« Le «Komic» est un centre de jeunes autogéré. Qu'est-ce qu'on entend par là ?

Karsten (assistant social) : Nous organisons nous-mêmes notre programme. Nous touchons des subventions de la municipalité et du land Nordrhein-Westfalen (1), qui nous permettent de financer nos activités et notre personnel, en l'occurrence moi. Mais à la différence des autres centres de jeunes qui dépendent directement de la ville ou des associations à vocation sociale, on est libres de déterminer nous-mêmes notre travail. Dans un centre municipal ici à Gelsenkirchen, ils ont interdit par exemple récemment aux jeunes la représentation d'une pièce de théâtre parce que c'était une organisation révolutionnaire qui la présentait. Nous, on l'a montrée. Ici, au Komic, tout le monde peut s'exprimer, peut exprimer son opinion politique, à l'exception des fascistes, bien sûr.

Thomas : Ici, tout le monde peut participer à l'organisation. Tous les vendredis, on fait une assemblée générale où on discute le programme pour la semaine suivante et où on détermine ceux qui se chargent de son organisation concrète. On fait de la musique, des soirées rock ou folk, du théâtre, on montre des films, de



LA CHASSE AUX JEUNES

Discussion avec les jeunes du Komic

les cars au poste, demandent des explications. «Il faut l'avoir vu pour le croire!» commentent-ils après dans un tract sur l'agression policière qui s'ensuit : en guise de réponse, les flics emploient la «matraque» chimique, organisent de véritables chasses aux jeunes, menacent les passants par des cars de police s'approchant à toute allure. Le bilan : 6 arrestations, de nombreuses blessures.

presque tous les soirs ; sinon, ils ont installé plein de baby-foot, une table de billard. Pour le baby-foot, tu paies 50 pfennig la partie et tu dois encore faire la queue ! Je n'ai jamais entendu dire que les jeunes dans ces centres aient le droit d'organiser eux-mêmes quoi que ce soit !

« Le soir du 1^{er} mai, les flics ont agressé des jeunes à la sortie du Komic. Existe-t-il un lien entre cette agression et vos activités ?

Dieter : Je ne sais pas. Mais je crois quand même que ce qui les intéressait, c'était de montrer qu'ils sont là, que les flics peuvent apparaître à tout moment. D'ailleurs ce n'est pas la première fois que ça arrive : il y a quelques temps, à Duisburg, des jeunes ont fait une fête dans une maison qui allait être démolie. Le proprio était d'accord. Cette fête a été terminée assez brutalement par les flics, qui ont employé la matraque chimique, arrêté des gens ; certains ont été blessés. Actuellement, les procès sont en cours : «Résistance à l'autorité publique».

Karin : De toute façon, la police se manifeste de plus en plus surtout ici dans la région.

Friedhelm : C'est net. Tu le vois par exemple à de toutes petites choses comme le contrôle des mobylattes. Autrefois, ils s'en foutaient. Aujourd'hui, ils t'arrêtent systématiquement, contrôlent tout, les plus petits détails : pneus, phares, cli-gnotants, etc. Et à chaque coup, ils te foutent une amende.

Thomas : Et puis, il y a la police des jeunes (voir encadré). Ils viennent ici, dans les maisons des jeunes, tu ne les reconnais même pas, ils ont l'air de n'importe qui d'entre nous,

ils t'invitent à prendre un pot ; mais ils viennent fliquer, savoir ce que tu fais, si quelque chose se prépare.

« Et à quoi cela tient, à votre avis, cette accentuation de la répression policière ?

Thomas : Parce qu'ils ne viennent plus à bout du problème de la criminalité des jeunes. Ça augmente énormément. Ce qui existe comme travail dans la jeunesse, c'est complètement insuffisant. Et ils ne font pas d'analyse, ils ne parlent pas des raisons économiques, de la criminalité des jeunes, du chômage, par exemple. Ils prennent des mesures de plus en plus dures, de plus en plus répressives.

Karsten : Je ne suis pas d'accord avec toi pour expliquer tout cela par la criminalité des jeunes. Il faut voir dans quelle situation on se trouve, comme jeunes aujourd'hui : le chômage des jeunes, ça prend des formes complètement délirantes, surtout ici, dans la Ruhr. Ce qui inquiète les partis bourgeois, c'est de savoir comment tenir la jeunesse sous leur contrôle, dans une situation pareille. C'est pour cela qu'ils ont introduit l'année d'orientation professionnelle pour tous les jeunes qui à la sortie de l'école n'ont pas de place d'apprentissage. Les jeunes n'y apprennent rien, ça ne les intéresse absolument pas, ils ne gagnent pas un sou, il faut les forcer d'y aller (et les autorités le font !), mais on peut les contrôler. Et parce que cela ne suffit pas, on fait appel aux flics, aux flics de jeunes par exemple. Ils vont partout où les jeunes se retrouvent, dans les bistrotts, les centres, pour bien contrôler la situation, pour empêcher que les jeunes s'organisent ou entreprennent des actions qui déplaisent à l'Etat.

Une police pour les jeunes

Ils sont jeunes, portent des jeans, des cheveux longs, parlent la langue des jeunes, vont là où se rencontrent les jeunes. Mais ils ont une tâche particulière : ils sont flics, avec une formation spéciale en sociologie, politologie, psychologie. Chargés officiellement de «combattre préventivement la montée de la criminalité de la jeunesse», ils sont là, en réalité, pour criminaliser les jeunes, pour les fliquer, les fichier. Ton copain a fait un petit cambriolage ? Cela intéresse fortement la police des jeunes qu'on ne reconnait d'ailleurs pas toujours comme telle. Des jeunes discutent politique, envisagent même certaines actions ? Le flic de service va en prendre note ; les jeunes en question peuvent être sûrs d'être fichés — et de le rester.

La loi prévoit que la police des jeunes devra collaborer étroitement avec les assistants sociaux travaillant dans la jeunesse. Mais tant parmi les assistants sociaux que parmi les jeunes, la révolte contre cette «nouveau» qu'est la police des jeunes, est grande ; un peu partout, les jeunes discutent et organisent des activités de résistance.

A Essen, m'a-t-on raconté, la police des jeunes pensait s'introduire en organisant une grande rafle dans tous les bistrotts des jeunes. Les assistants sociaux l'ont rendu public, et la rafle n'a pas pu avoir lieu.

On a beaucoup entendu parler, ces dernières années, de ce modèle de répression qu'est devenu la RFA. Interdictions professionnelles, censure, détention à isolement, exclusions d'avocats, chasse aux terroristes par une police armée jusqu'aux dents et tirant à tout bout de champ, épuration des médias... Au total, 130 lois, modifications de lois, et décrets ont été adoptés par la bourgeoisie allemande pendant ces 7 dernières années dans le seul but de tenir sous son contrôle le peuple allemand, l'éternel prétexte de la menace terroriste s'avérant toujours utile.

Dans cette nouvelle législation, de véritables lois de guerre civile, comme par exemple celle légalisant «le coup tiré dans le but de tuer» (Todesschuss) qui d'ailleurs, avant même d'être adoptée, a fait ses preuves. Dans la Ruhr, entre 1973 et 1977, 15 personnes ont été tuées par la police (et tout récemment encore, un jeune de 25 ans a trouvé la mort par une balle de police sur un carreau de mine fermé près de Bochum). Ou bien cette autre qui légalise des rafles dans des pâtés de maisons entières...

Une fausse libéralisation

Bien que le gouvernement social-démocrate s'efforce visiblement de se donner une image un peu plus libérale (rappelons la discussion sur la «libéralisation» des interdictions professionnelles, la question de savoir si les services des Renseignements Généraux doivent être sollicités pour toute candidature à un poste dans la fonction publique ou seulement en cas de «doute fondé», n'étant d'ailleurs toujours pas tranchée), il ne semble pas que la répression en RFA se soit atténuée.

Par contre, elle semble avoir fait son effet parmi ces couches qui, un temps, ont réagi de façon particulièrement sensible à la suppression des libertés démocratiques, la jeunesse universitaire notamment. Un peu par habitude, davantage par résignation et par peur d'être frappé soi-même par ces mesures de répression (dans une période où le chômage des jeunes diplômés devient de plus en plus important) beaucoup se sont retirés de ces comités «anti-répression», «contre les interdictions professionnelles», etc. où ils s'investissaient pleinement il y a peu de temps.

Une génération incontrôlable

Un problème qui préoccupe particulièrement la bourgeoisie ouest-allemande aujourd'hui, c'est la situation de la jeunesse. Et de plus en plus, semble-t-il, elle a recours à la répression pour tenir sous son contrôle cette frange de la population allemande qu'elle ne réussit plus à intégrer dans son modèle d'«Etat de droit libéral». En effet, quel sort est réservé aujourd'hui, en RFA, à la jeunesse ouvrière notamment ?

Une formation mauvaise et peu intéressante à l'école primaire que beaucoup quittent sans certificat, pas de place d'apprentissage pour la très grande majorité des jeunes, ceux qui en trouvent étant quasi-sûrs d'être renvoyés après. Chômage, quelques mois de travail souvent intérimaire, re-chômage : voilà le curriculum presque «normal» d'un jeune en RFA. Pour venir à bout de cette jeunesse qui ne se retrouve plus dans cette société et risque de se retourner contre elle, l'Etat ouest-allemand emploie sa police, avouant ainsi le vrai rôle qu'il lui a destinée : non pas la poursuite de quelques «terroristes», mais bien le quadrillage policier de toute une population.

«NON, NON, NON AUX EXPULSIONS KANOTE DOIT RESTER AU FOYER»

Deux à trois cent personnes se sont rassemblées lundi en début d'après-midi devant la préfecture de Créteil (Val-de-Marne). Les flics les empêchant de s'approcher du bâtiment lui-même, c'est là, au bord de la route, que pendant près d'une heure, les manifestants ont attendu la sortie d'un membre du comité de coordination, Rachid Kanoté.

Qu'a-t-il fait pour «attirer défavorablement l'attention ?» Rien d'autre que ce que font des milliers et des milliers de travailleurs à travers la France, il a fait respecter son bon droit, et celui de ses camarades. Le 1^{er} mai dernier en effet, le gérant de son foyer avait décidé que les draps ne seraient pas changés comme ils devaient l'être ce jour-là parce que c'était la fête du travail. Personne ne lui en aurait voulu s'il avait pris la peine de prévenir... Mais ce n'est qu'une fois que les résidents avaient défait leurs lits et mis les draps dans un tas qu'il leur a été dit qu'ils devraient attendre le lendemain pour avoir les propres.

UN GERANT ARRACHE UNE AFFICHE

Rachid a alors placardé une affiche dénonçant le mépris avec lequel les résidents étaient ainsi traités. Le gérant s'est alors permis de l'arracher. Afin de faire néanmoins connaître le point de vue du comité de résidents sur l'attitude du gérant, une inscription à la bombe à peinture est alors apparue sur les murs du foyer. Il n'est nullement établi que Rachid en soit l'auteur.

C'est sur la base de ces faits et sur eux seuls qu'officiellement Rachid est aujourd'hui menacé d'expulsion !

C'est vraiment léger et

Celui-ci était convoqué devant la commission d'expulsion de la préfecture, commission qui n'a qu'un rôle consultatif mais qui a la désagréable habitude de statuer à huis clos.

Rachid Kanoté se voit reprocher d'«avoir défavorablement attiré l'attention sur sa personne». Ce qui lui fait risquer l'expulsion de France...

on comprend que son avocat ait déclaré à la sortie de la commission «le dossier est strictement vide».

En fait, ce qui est reproché à Rachid, c'est d'être membre du comité de coordination des foyers en lutte. Bien que selon son avocat, un rapport de police établissant son appartenance au comité de coordination ait disparu du dossier...

Bonnet craindrait-il que l'opinion établisse un rapport entre l'appartenance de Kanoté au comité de coordination et la menace qui pèse sur lui ?

En faisant disparaître ce

rapport du dossier, le pouvoir tente une dérisoire manœuvre qui n'abuse pas grand monde ; d'autant plus qu'en 1976 déjà il avait expulsé 18 résidents pour leur appartenance au comité de coordination.

La mobilisation doit maintenant se poursuivre, en particulier en participant au rassemblement de Garges samedi prochain. La commission n'ayant qu'un rôle consultatif, c'est en dernier ressort Place Beauvau, au ministère de l'Intérieur que se prendra la décision. En somme, Bonnet et son ami Stoléro tentent leurs nouvelles lois avant qu'elles aient été votées.

François MARCHADIER

Renault : pour les salaires, les conditions de travail

- Le Mans : 3 débrayages en 8 jours
- Orléans : 8 jours de lutte

C'est trois fois qu'on débrayé les ouvriers de Renault-Le Mans, en une dizaine de jours.

Trois fois, puisqu'aux mouvements dans les ateliers qui s'étaient déroulés les 11 et 14 septembre, s'est ajouté un nouveau débrayage à la fin de la semaine dernière.

Au cours de celui-ci, les travailleurs ne se sont d'ailleurs pas contentés de défilé dans les ateliers de la région comme les fois précédentes mais ont quelque peu durci et diversifié leur action, ainsi les organisations syndicales CGT et CFDT ont proposé aux travailleurs l'occupation de la gare du Mans, où transite un nombre important de trains. Les travailleurs présents lors de la présentation de cette proposition l'acceptaient avec enthousiasme, une telle action leur permettant de populariser largement les problèmes revendicatifs à l'origine du mécontentement.

Ainsi, les débrayages se multiplient à Renault Le Mans, le dernier en date vient confirmer le «ral le bol» accumulé par les travailleurs de l'usine de la région : «ras le bol» face entre autre et surtout, à l'augmentation du coût de la vie, qui s'est nettement accélérée au cours des mois d'été.

«Ce que nous voulons est simple», nous disait un délégué CFDT de l'usine du Mans, en ce début de semaine. «Ce sont 300 F uniformes sur le salaire de base et ce sont les 35

heures. Ce sont les deux grandes revendications. A cela vient s'ajouter la retraite à 60 ans avec la possibilité de départ à 55 ans, avec un accord Renault ; enfin, on demande la revalorisation de la prime de transport et la promotion de l'O.S. à l'ancienneté.»

300 F pour tous, mais aussi de manière indirecte la prime de transport et même pour une part la promotion de l'O.S. à l'ancienneté, ces trois revendications — sur cinq — visent à riposter à la hausse du coût de la vie.

La plate-forme revendicative déposée et les actions sont communes aux deux organisations syndicales CGT et CFDT unies. Cette unité sur la base des revendications exigées par les ouvriers du Mans, renforce évidemment l'efficacité de l'action.

LES DEBRAYAGES COMME FORME DE LUTTE

Mais pourquoi avoir choisi comme forme de lutte les débrayages ? Un militant CFDT expliquait lundi : «Nous avons choisi les débrayages et non une forme de grève telle que la

Il est normal de faire l'unité avec ceux qui se battent

Plusieurs militants de la CFDT participaient au rassemblement. L'un d'entre eux, responsable de l'UD nous a déclaré : «Il est évident qu'il est important d'être là quand il y a des expulsions. Il me semble que les autres UD auront agité de la même manière. En ce qui concerne la lutte des foyers, je considère que le Comité de coordination est représentatif, il est donc normal que l'on fasse l'unité avec ceux qui se battent. Maintenant, en ce qui concerne la lutte contre les lois Bonnet-Stoléro, il nous semble qu'il faut l'unité la plus large. On ne pourra notamment pas construire un rapport de forces suffisant si on ne parvient pas sur cette question à une unité avec la CGT.»

grève illimitée, car dans les conditions actuelles, c'est-à-dire une situation où les autres usines ne sont pas en gros dans l'action, une telle forme de lutte menée seulement par nous, serait vouée à l'échec d'autant que — on le sait bien — Renault Le Mans est le cheval de bataille de la direction. Renault Le Mans est sous-traité à 80 % !»

«Donc, on ne peut se permettre d'envoyer les gars du Mans dans une action illimitée. Nous, organisations syndicales, on ne veut pas partir dans un conflit de ce type sur Le Mans, seuls, pour cette raison. Maintenant, notre souhait, c'est qu'au niveau des inters, les actions se développent dans les différentes usines Renault.»

D'ailleurs, des revendications

similaires à celles du Mans, sont à l'ordre du jour dans d'autres usines. Des revendications pour lesquelles on observe des mouvements à Renault Saint-Jean-de-la-Ruelle, près d'Orléans. Mercredi dernier, 19 septembre, les travailleurs de cette usine, 1000 environ, se sont mis en grève illimitée à 90%, notamment pour une augmentation de 300 F, les conditions de travail et la cinquième semaine de congés payés. Comme pour le Mans, la direction de l'usine de Saint-Jean-de-la-Ruelle a refusé de répondre aux revendications des grévistes disant qu'elles dépassaient le cadre d'une simple usine. A l'évidence, la lutte va devoir se poursuivre et se développer, pour faire céder la direction intransigeante.

- Contre le projet de loi sur la forêt : 5 heures de face à face forestiers, flics à Pontarlier

Mardi 18, dans le Haut-Doubs, des centaines de forestiers se sont rassemblés à l'appel de la CFDT à l'occasion d'une vente de bois. Lundi une telle vente avait été bloquée à Beaune en Côte-d'Or. Cette fois-ci, le pouvoir avait pris les grands moyens pour que la vente se tienne coûte que coûte. Ainsi les habitants de cette petite ville ont vu avec stupeur débarquer une centaine de représentants des «forces de l'ordre» casqués, armés, etc... Ce qui eut au moins pour effet de ne pas faire passer la manif inaperçue. Les maires des communes forestières, les responsables et les marchands de bois ne peuvent plus ignorer les critiques faites au projet de loi : en particulier la menace de privatisation de l'ONF par le biais d'une filiale, limitation scandaleuse de la production, fin du service public etc... En effet 5 heures durant les manifestants se trouvèrent face aux flics.

- Grève à l'atelier des forges de l'usine Bost-Peugeot

Avec le soutien de la CFDT, la quinzaine de travailleurs des fours et marteaux pilons réclament 18 F mini l'heure et une réduction du temps de travail de 42 h 30 à 40 h ainsi que des aménagements pour réduire le travail pénible.

- Menaces sur l'emploi en Franche-Comté

● Dans l'horlogerie du Haut-Jura l'entreprise Romonet de Morbier (150 salariés) annonce que suite à une réduction des commandes, elle va fermer son atelier d'Arbois, supprimer le travail à domicile, réduire l'horaire de 43 heures à 40 heures, organiser les pré-retraites. La CFDT s'oppose à ces mesures et exige une compensation financière à la diminution d'horaire.

● 2 semaines de chômage partiel à l'usine Japy-Marne (500 salariés) dans la région de Sochaux. Là encore la direction invoque une baisse des commandes de 32 %. La CGT proteste contre cette nouvelle amputation du pouvoir d'achat des travailleurs.

● Dépôt de bilan dans le bâtiment à Belfort : 110 salariés de l'entreprise Peauvadel risquent d'allonger la liste des chômeurs du bâtiment.

● Crise à la coopérative fromagère Juradou : les ouvriers ne veulent pas en faire les frais. Depuis longtemps déjà on savait que des choses se tramaient à l'intérieur de l'UCFFC. Cette usine de coopérative fabriquant essentiellement le fameuse gruyère de Comté «qui n'a pas de trou». Mais des trous, il semble y en avoir dans les finances puisque le Crédit Agricole a décidé de limiter ses crédits à l'entreprise. Les paysans sont mécontents, la direction démissionne. En attendant l'AG des coopérateurs le 28 septembre, le président Joseph Tribut, personnalité PS du Jura cumule toutes les fonctions, pendant ce temps les ouvriers de la cave d'affinage, située à Besançon, sont laissés dans l'ignorance de toutes ces manœuvres. La participation ce n'est pas pour eux ! Avec la CFDT ils réclament des informations précises et en tout état de cause, aucun licenciement et le maintien des avantages acquis y compris financiers.

BLOIS: AIR EQUIPEMENT EVACUE PAR LES CRS

Les flics sont intervenus dans la nuit de jeudi à vendredi à Air Equipement à Blois pour évacuer les ouvriers qui occupaient l'entreprise afin de

s'opposer aux licenciements. De nombreuses délégations d'entreprises se sont rassemblées vendredi après-midi en signe de protestation.

LTT à Lannion, Ericsson à Brest., l'AOIP à Paris et à Morlaix (Bretagne). Autant de noms qui ne disent pas forcément grand chose à première vue. Quel est donc le lien commun entre ces usines ? D'abord que les travailleurs de celles-ci, pour n'en citer que quelques unes, risquent tous dans les mois qui viennent — et c'est déjà commencé — d'être victimes de licenciements, réductions d'horaires, chômage partiel.

Ces usines, de plus, font partie du secteur de la téléphonie, qui se consacre entre autres choses à l'équipement du réseau téléphonique.

D'ici 1981, 15 000 emplois sur 90 000 risquent d'être supprimés dans cette branche (5000 licenciements sont prévus rien qu'en Bretagne où nombre d'usines de ce secteur sont implantées).

Comment se fait-il que des milliers de licenciements aient lieu dans un secteur qui, il y a quelques années encore embauchait des milliers de travailleurs ?

Il y a 20 ans seulement en 1969, c'était l'implantation du CNET (Centre National d'Etudes des Télécommunications) à Lannion en Bretagne. Les années 60 allaient voir ensuite les premières implantations d'usines téléphoniques, toujours et surtout en Bretagne : LMT, LTT, à Lannion et d'autres.

50% des emplois créés depuis cinq ans

Il y a 10 ans seulement, en 1970, d'autres implantations d'usines du secteur téléphonique avaient lieu, nombreuses, toujours dans la région ouest de la France. C'est Ericsson (Thomson CSF) à Brest, c'est la CGCT (filiale d'ITT) à Rennes c'est l'A.O.I.P. à Morlaix. C'est l'époque où la bourgeoisie parle de la «vocation électronique» de la Bretagne. Il y a 5 ans encore, le secteur de la téléphonie se développait. Et considérablement : près de 50 % des actuels 90 000 emplois ont été créés au cours des 5 dernières années !

Evidemment, quand on parle de créations d'emplois dans l'électronique, il ne s'agit pas de dire que cela aurait permis à la Bretagne de se transformer en grande région industrielle, ni que cette industrie a amené des emplois qualifiés. (75 % des emplois à l'A.O.I.P. à Morlaix sont des emplois d'OS et c'est le cas général pour cette industrie, dans laquelle les travailleuses bretonnes ont été surexploitées. Les chiffres indiquent toutefois que l'industrie de la téléphonie était en plein essor. Alors pourquoi cette crise ? Pour l'expliquer un peu, il faut d'abord rappeler ce qu'elle fabrique, pourquoi ses débouchés étaient florissants ces derniers années et ce qui a changé.

Que fabrique-t-on dans la téléphonie tout d'abord ? Ce secteur travaille pour beaucoup à l'équipement du réseau téléphonique des PTT. On y compte trois activités principales :

— Les activités de la commutation : c'est la fabrication des centraux téléphoniques.

— Les activités de transmis-

sions (matériels permettant de relier les centraux).

— Les activités de distribution (matériels permettant de raccorder chacun des abonnés au réseau).

Pourquoi donc cette industrie — contrairement à aujourd'hui — n'avait-elle pas cessé de se développer depuis 10 ans, et plus particulièrement depuis 75 ?

De l'essor...

En 1975, des experts travaillent à la préparation du VII^e plan et constatent que notre pays connaît un réseau de télécommunications parmi les moins développés des pays industrialisés, entendez parmi les pays capitalistes occidentaux. Lequel réseau d'ailleurs fonctionne mal, et même très mal, on s'en souvient : la «friture» envahit les lignes, et obtenir un correspondant de Paris à Marseille ou ailleurs, relève de l'exploit. Sans compter que se faire «mettre le téléphone» demande des années. Colère donc.

Les gros trusts du Téléphone dégraisent après avoir fait de fabuleux profits : c'est la Thomson CSF, un des principaux groupes du secteur (avec ITT et la CGE) qui va licencier dans ses trois importantes usines bretonnes : LTT et LMT à Lannion et Ericsson à Brest. Les «petits» groupes ne sont pas en reste : c'est le cas de l'A.O.I.P. (Association des Ouvriers en Instruments de Précision), — plus ancienne coopérative de France, fabriquant également des centraux téléphoniques, et qui va licencier 1100 personnes.

Dans le cadre de la restructuration de la téléphonie, tous, «gros» et «petits» licencient. De plus, les «gros» absorbent les «petits» : c'est le cas de la Thomson qui va sans doute pour une part racheter dans les jours qui viennent la

partie «télécommunications» de l'A.O.I.P. : des licenciements supplémentaires en perspective. Face à ces menaces, les travailleurs sont décidés à se battre ; déjà, avant les vacances, différentes manifestations ont eu lieu en Bretagne.

Les travailleurs des A.O.I.P. ne sont pas en reste : à Paris, rue Fourrier, la semaine dernière, ils «retrouvaient» leur directeur en signe d'avertissement, et occupaient leurs locaux à l'entrée desquels, on pouvait lire sur le fond rouge d'une banderole : «Non au démantèlement de l'A.O.I.P.». Mais comment expliquer cette «crise», ces 15000 licenciements, — presque autant que dans la sidérurgie — dans un secteur qui a véritablement pris son essor, depuis quelques années seulement ? Nous donnons ici quelques éléments.

DES CHIFFRES D'AFFAIRES FABULEUX

1973.....	4,8 milliards
1974.....	6,1 milliards
1975.....	7,7 milliards
1976.....	8,6 milliards
1977.....	10 milliards

n'est pas tout à fait le cas ! La rapidité de la chose s'explique évidemment par le fait que les trusts de la téléphonie, dans le cadre de la concurrence internationale, doivent restructurer, c'est-à-dire changer de procédés de fabrications, dans des délais très courts, car ils ont pris un énorme retard en la matière. Ils tentent en catastrophe de s'adapter.

Concrètement, les trusts comme la Compagnie Générale de Construction Téléphonique (CGCT, usine à Rennes) filiale d'ITT (et dans une moindre mesure la Thomson et CIT Alcatel), avaient axé leur production dans la technologie non électronique à 100 % (système spatial), fabriquant ainsi des centraux semi-électroniques seulement, croyant que ce marché avait de l'avenir jusqu'en 1985 ; du moins plus exactement espéraient-ils que la mutation se ferait en douceur jusque là. C'était compter sans les nouveautés et la concurrence technologique. La venue rapide sur le marché des centraux téléphoniques tout électronique par exemple, allait rendre bâtarde plus rapidement que prévu les technologies actuelles dans lesquelles s'étaient engouffrés les PTT. D'où la «nécessité» pour les trusts de s'adapter rapidement, donc de restructurer en profondeur.

Les «mutations technologiques» actuelles risquent d'entraîner d'autant plus de licenciements que les trusts qui y sont confrontés entendent, en plus, s'engager aujourd'hui plus que jamais dans la course aux marchés extérieurs, d'où la «nécessité» pour eux d'abaisser au maximum leurs coûts de production, donc leurs coûts salariaux.

Et ils vont procéder de manière d'autant plus radicale en la matière qu'ils ont un énorme retard à rattraper : la part des exportations du secteur français de la téléphonie, qui devait atteindre aujourd'hui 30 % de la production, n'est même pas à 20 % ! On vient d'ailleurs d'avoir une illustration de la bataille pour les marchés mondiaux, avec un résultat pour Thomson-CSF qui vient d'obtenir un marché de 3,2 milliards de matériel téléphonique pour l'Egypte.

La course aux marchés extérieurs, entraînant des restructurations, peut entraîner des suppressions d'emplois supplémentaires, disons nous : les travailleurs du secteur téléphonique de l'A.O.I.P. (Guingamp, Morlaix...) en savent quelque chose, eux qui vont sans doute être rachetés dans les jours qui viennent par la Thomson. Des centaines de licenciements sont à prévoir. Seule la lutte peut faire échec aux plans de restructurations en cours dans la téléphonie !

TELEPHONIE

UNE CERTAINE «CRISE» ET 15 000 LICENCIEMENTS

Par Richard FEUILLET

La bourgeoisie, cette année là, décide alors de remédier — en fin — à cette situation. Le VII^e plan arrête donc, fin 1975, un «programme d'action» qui prévoit un financement de 100 milliards de francs, le nombre d'abonnés devant passer, selon les prévisions, de 7 millions cette année-là à quelques 20 millions en 1982. Le plan prévoyait enfin d'importants travaux pour l'automatisation du réseau, travail devant être terminé en 1978...

Bref, un sacré «gâteau» à se partager. Les prétendants ne tarderont pas à arriver. En fin de compte, Thomson CSF obtient la plus grosse part (40 %) avec la CGE, puis ITT (16 %) et l'AOIP (11 %). Et ça va marcher ! (Voir tableau)

1979 : les choses changent aussi soudainement dans l'autre sens : 15 000 suppressions d'emplois sont annoncées d'ici 1982 : chez Ericsson, à l'AOIP etc... Alors pourquoi ? Les choses ont changé d'une certaine façon : non pas que les trusts du téléphone soient en faillite, d'ailleurs.

...au «ralentissement» du secteur

Plusieurs raisons, en fait, expliquent la «crise» qui survient aujourd'hui dans le secteur du téléphone :

Le programme de travail confié à Thomson et à d'autres, en matière de réseau téléphonique et défini par le 7^e plan, a été semble-t-il effectué plus rapidement que prévu ; ainsi, l'équipement en téléphone de quelque 80 % des ménages ou un peu moins, prévu pour 1982, est aujourd'hui assez avancé... à l'aube de 1980. Et la demande, est, évidemment, en baisse. C'est ce qu'on pourrait appeler la raison immédiate, palpable, ECONOMIQUE de la crise du secteur de la téléphonie.

2 - Cette explication est toutefois insuffisante. En effet, si le réseau téléphonique en France est pour l'essentiel achevé un nouveau marché existe pour les trusts : les travaux qu'exige la modernisation de ce réseau. Un marché certes, mais le problème paradoxalement, est justement là ! L'essentiel des travaux de modernisation actuels, (transformation des centraux téléphoniques électromécaniques en centraux électroniques à 100 %...) nécessitent très peu de personnel.

Vraiment très peu et c'est pareil pour bon nombre de travaux : ainsi, pour citer un exemple significatif, dans une usine du type A.O.I.P., pour fabriquer 500 000 commutateurs électromécaniques, il fallait grosso modo, jusqu'ici, 12 mois et... 3 000 ouvriers. Le système de production électronique, pour les mêmes quantités de matériel, peut-être fait... par 120 ouvriers !

Thomson, ITT et les autres trusts du secteur sont justement entraînés à procéder aux restructurations nécessaires en ce sens. Ainsi, en Bretagne, dans les trois importantes usines du groupe Thomson, LTT et LMT (Lannion) et Ericsson (Brest) des licenciements très nombreux sont à craindre. Exemple encore ? L'AOIP, «petite» entreprise où 1 200 licenciements sont prévus dans différentes usines. Voilà donc, après les raisons économiques, les raisons «techniques» de la «crise» du secteur de la téléphonie.

Des licenciements nombreux

On peut toutefois s'étonner d'un nombre si important de licenciements (1 500) dans un laps de temps si court (1981). En général, les patrons «étalent» les licenciements, afin de tenter d'éviter toute riposte. Là, ce

L'industrie du téléphone : 90 000 personnes et quelques trusts

L'industrie téléphonique, qui emploie environ 90 000 personnes est surtout implantée dans l'Ouest de la France (Bretagne, région nantaise), avec des usines comme Ericsson (Brest), LTT (Lannion) deux usines appartenant à la Thomson : l'AOIP existe à Guingamp et Morlaix, la CGCT à Rennes (groupe ITT). D'autres usines existent dans la région parisienne et à Béziers (AOIP), et secondairement dans le Nord. Les groupes de la téléphonie sont pour l'essentiel :

- Thomson CSF (filiales Ericsson, LMT, LTT), Ericsson ayant été racheté au groupe suédois du même nom.
- La CGE (Compagnie Générale d'Electricité), avec sa filiale CIT-Alcatel (20 000 personnes) surtout.
- ITT : groupe américain, présent en France avec sa filiale CGCT (Rennes).
- L'AOIP : environ 4 000 personnes, avec des usines à Morlaix, Guingamp, Paris, Béziers, Toulouse...

Parlement européen

GRENOUILLAGES POLITIENS
POUR UNE ASSEMBLEE
SANS POUVOIR

Le Parlement européen a commencé ce lundi sa deuxième session. Au menu, la question explosive du débat sur la politique industrielle d'armements, dans laquelle certains déclinent une immixtion de l'Assemblée dans des questions qui ne sont pas de son ressort. Cette rentrée sera dominée également par les propos désabusés tenus par sa présidente Simone Veil quant au jeu politique qui s'y déroule. Le Parlement européen, paré de toutes les vertus potentielles au moment de son élection au suffrage universel, semble avoir bien perdu de son image de marque auprès même de ses plus ardents défenseurs.

Le Parlement européen, c'était l'espoir pour la France, si l'on se souvient des thèmes de campagne de la liste giscardienne. Aujourd'hui, la tête de liste giscardienne et présidente de ce même Parlement avoue elle-même qu'elle est déçue. Il faut croire que rien ne va plus. Le reproche qu'elle adresse aux élus français est de s'intéresser davantage à exporter les affrontements de politique intérieure qu'à se préoccuper de l'avenir de l'Europe.

Il est vrai que les parlementaires français sont à bonne école pour ce qui est des grenouillages politiques. Mme Veil semble avoir oublié dans quelles

conditions a été acquise son élection à la présidence de l'Assemblée européenne. Comme il n'était pas évident que la majorité soit acquise, et que le RPR faisait preuve de mauvaise volonté au premier tour, de sombres tractations de couloirs ont abouti à un accord de l'ensemble des groupes démocrate-chrétien, libéral et conservateur pour assurer, d'un cheveu, l'élection de la présidente. La rançon à payer a consisté à placer à la tête de la commission agricole un député conservateur britannique, donc un adversaire acharné de la politique agricole commune. Le résultat est assez cocasse pour quelqu'un qui déclare souhaiter le déve-

loppement de la concertation européenne.

LE PETARD MOUILLE
DE LA POLITIQUE
D'ARMEMENT

Mme Veil a bien d'autres misères avec les parlementaires français, qui, à l'exception des élus de l'UDF, ont vivement critiqué l'inscription à l'ordre du jour de la session d'une question orale d'un parlementaire allemand, ancien ministre de la Défense de son pays, Kai-Uwe von Hassel. Celui-ci va interroger la Commission de Bruxelles pour savoir si elle prévoit de prendre contact avec l'OTAN pour envisager une politique communautaire de production d'armement.

Les représentants du RPR et du PCF, lors de la réunion du bureau préparatoire à la session de l'Assemblée se sont opposés à l'inscription de cette question à l'ordre du jour. Les socialistes français, en ayant sans doute assez de se faire accuser de virer à droite et de brader l'indépendance nationale, ont pris la même position.

Les autres forces politiques des autres pays se sont toutes déclarées favorables à l'inscription de cette question, y compris les socialistes (autres que français) et les députés du PCI.

L'affaire est plus mince qu'il n'y paraît si l'on compare la cause et l'effet. S'il est vrai que les questions de défense ne sont pas de compétence communautaire, la question de la production industrielle d'armements a déjà été débattue dans les instances communautaires. En cette matière, ce sont, de toute façon, en fin de compte, les gouvernements qui doivent trancher, selon la règle de l'unanimité, sans qu'un Etat puisse imposer ses vues à un autre.

Précisons enfin qu'il ne s'agit que d'une question orale, qui ne donnera même pas lieu à un vote. Pas de quoi fouetter un chat, mais il faut bien que chaque groupe politique trouve prétexte pour faire parler de lui. Mme Veil risque d'avoir encore souvent à se plaindre de ses collègues français.

● Commission sur
l'information :
rapport squelettique

La commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les conditions de l'information publique a rendu public, lundi matin, son rapport, qui est extrêmement bref. Le rapport présenté initialement par le député UDF, Douffiagues, avait été rejeté par les membres RPR, PS et PCF de l'Assemblée. Après cet incident, les députés UDF ont quitté la commission. Le nouveau rapporteur RPR a indiqué citer les termes du rapport selon lesquels « l'information publique n'était pas satisfaisante » et en particulier « l'indépendance et le pluralisme de l'information ne sont pas assurés ».

Une déclaration des quatre groupes parlementaires suit ce bref rapport. L'UDF y affirme tranquillement que « jamais, depuis les origines de la V^e République, il n'y a eu de période où l'information a été plus libre, dans sa diversité comme dans son volume, que depuis 1974. C'est ce que peuvent constater chaque jour les citoyens ». Ben voyons !

Les groupes de l'opposition dénoncent, pour leur part, la mainmise du gouvernement sur les moyens d'information. Ils sont rejoints par le groupe RPR, qui parle d'une « emprise officielle » sur les moyens d'information. Le mouvement chiraquien est sans doute moins bien servi que lorsque son chef était premier ministre.

● PS-CFDT :
réchauffement
des relations

« Cette rencontre a permis de franchir un pas vers une meilleure compréhension réciproque et devrait permettre que des convergences plus nombreuses se fassent jour ». C'est notamment ainsi qu'Edmond Maire responsable de la CFDT tirait le bilan de la rencontre qu'il venait d'avoir avec Mitterrand.

Les délégations du PS et de la CFDT chacune fortes de 8 hommes ont, disaient-elles, tiré le bilan des relations PS-CFDT depuis deux ans. Les deux délégations constatent un réchauffement de leurs relations assez tendues en effet depuis 1977. Elles ont convenu de se rencontrer à nouveau afin de mettre sur pied des actions communes sur la question des immigrés, de la sécurité sociale, des IVG, du nucléaire etc.

LE SYSTEME MONETAIRE
EUROPEEN TOUJOURS EBRANLE
PAR LES FLUCTUATIONS DU DOLLAR

Le mark est réévalué de 2% et la couronne danoise dévaluée de 3%. Ces décisions, annoncées dimanche soir par les ministres des finances des pays de la CEE - Royaume Uni excepté - interviennent une semaine seulement après la dernière chute du dollar. La réévaluation de la monnaie allemande s'explique en effet principalement par la tendance à la baisse du dollar. Les

Le réajustement des parités des monnaies européennes a pour origine l'affaiblissement du dollar. La détérioration de la situation économique aux USA, marquée principalement par un fort taux de chômage et par une inflation continue, incite les capitalistes à trouver des « valeurs-refuges ». D'où les achats d'or très importants ces derniers mois et la recherche de devises fortes comme le mark. La solidité de l'économie de la RFA où le taux d'inflation reste encore inférieur à 5%, attire les détenteurs de capitaux.

LA REEVALUATION
DU MARK

Cette spéculation à la hausse du deutschmark provoque de fortes tensions entre les monnaies européennes : celles-ci ont du mal « à suivre » la hausse du mark. Les pays dont la monnaie est menacée, pour enrayer cette spéculation, sont contraints d'acheter des dollars. Ainsi dans la seule journée de

vendredi, la Banque de France a-t-elle été conduite à dépenser plus de 200 millions de dollars pour défendre sa parité.

La RFA, pour combattre les pressions inflationnistes, qui existent quand même, et les sept autres membres du système monétaire européen pour éviter l'affaiblissement de leurs réserves, ont donc été conduits à entériner la hausse du mark en le réévaluant. Une autre solution aurait consisté à relever le taux d'intérêt de la monnaie allemande, mais ce taux est déjà jugé beaucoup trop élevé par les partenaires de la RFA dans la CEE.

QUE RETENIR DE
CES OPERATIONS
FINANCIERES !

Constatons tout d'abord que ce réajustement des taux de change du mark et de la couronne danoise montre les limites de la capacité du SME à résister aux fluctuations du dollar. Afin de faire face à la concurrence internationale, les

nouvelles modifications des parités des monnaies européennes illustrent bien encore une fois les grandes difficultés de la mise en place d'une politique monétaire concertée des pays de la CEE vis-à-vis du dollar. De plus, le cours de la monnaie américaine continuant à s'effriter, une nouvelle réévaluation du mark n'est pas à exclure.

bourgeois européennes, en raison de leur relatif affaiblissement, ont manifesté depuis 1972, avec la création du premier serpent monétaire européen, la volonté d'harmoniser les cours de leurs monnaies.

Et si des ajustements comme celui décidé dimanche dernier sont prévus, ils n'en attestent pas moins des difficultés de cette politique de concertation. Leur répétition trop fréquente ôterait tout crédit à cette même politique.

Or, deuxième constatation, l'opération n'est pas assurée du succès. En effet, d'une part le mal n'est pas attaqué à sa racine : le cours du dollar dépend essentiellement de

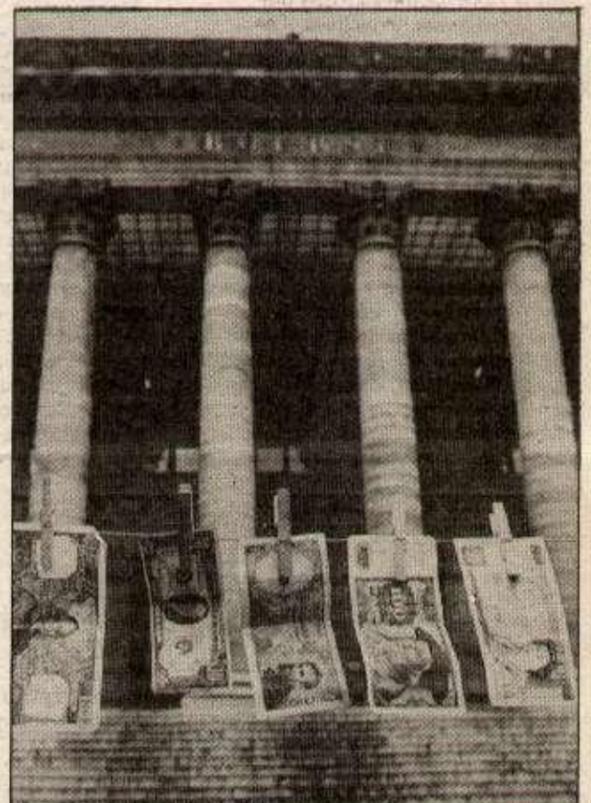
la capacité de l'économie US à contenir l'inflation. D'autre part, l'affaiblissement des autres monnaies européennes vis-à-vis du mark ne rend pas le dollar plus attrayant. Celui-ci continue de baisser et on peut donc s'attendre à une nouvelle réévaluation du mark.

En ce qui concerne la France, Monory a déclaré que le franc s'était revalorisé... par rapport au dollar. Le recul du franc par rapport au mark se traduira par l'accroissement de la puissance des capitaux allemands et par une augmentation des prix de produits en provenance de RFA. En retour, nos exportations en direction de ce pays seront favorisées.

RECTIFICATIF

Une malencontreuse erreur s'est glissée dans un titre de notre édition d'hier. Contrairement au mark, la couronne danoise a

été DEVALUEE de 3% comme il était d'ailleurs indiqué correctement dans l'article.



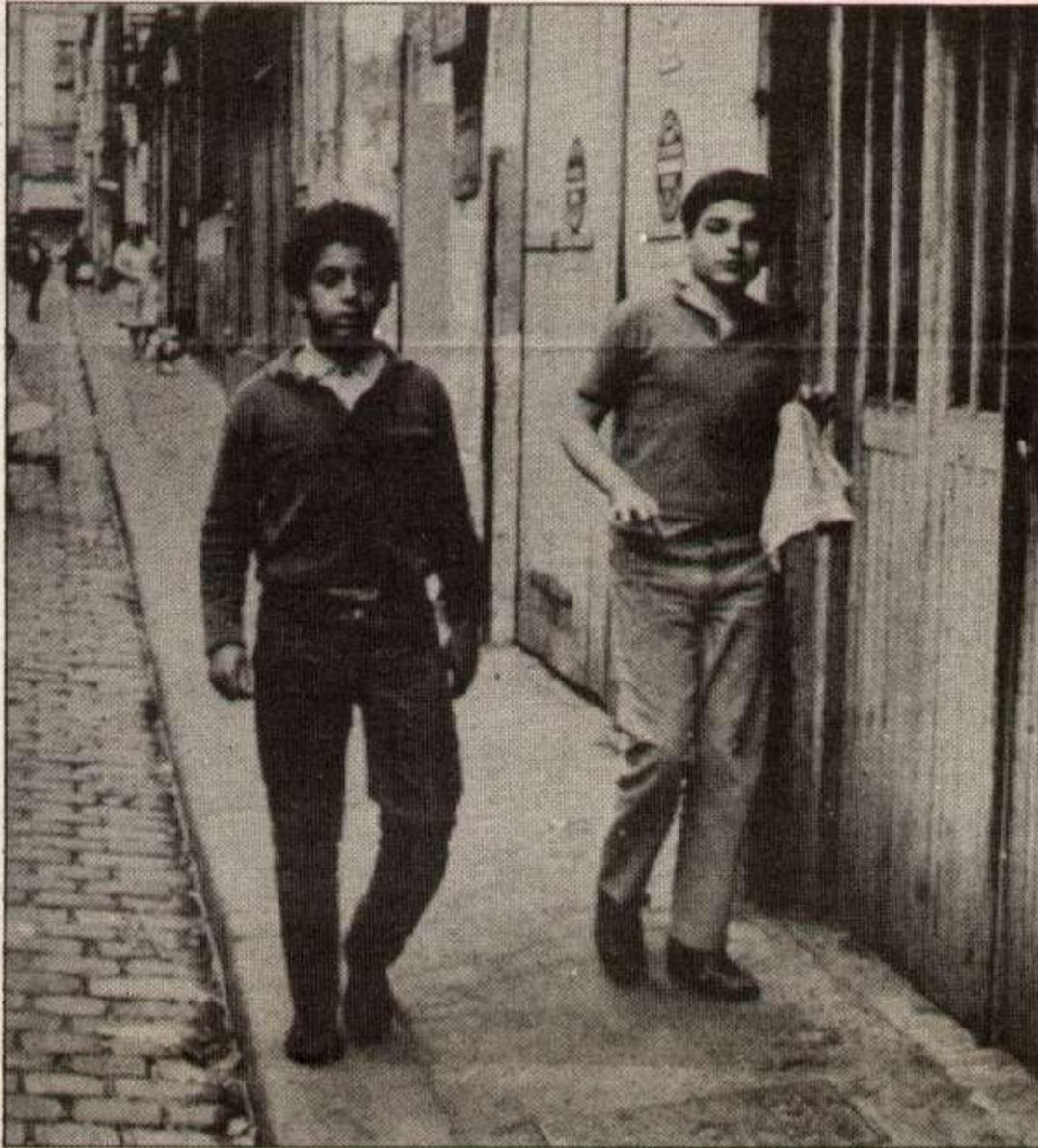
La stabilité du SME ne tient qu'à un fil

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

IMMIGRES

Etre renvoyés chez eux, après de longues années de dur travail et de maigre paie en France, c'est ce que les travailleurs immigrés ne peuvent admettre. C'est ce qui motive la nécessité d'une opposition résolue aux lois Bonnet-Stoléru. Mais rentrer au pays reste, pour tout exilé, un rêve que l'on caresse, à condition de pouvoir en prendre librement la décision. Problème plus difficile pour les enfants, ou en tout cas élevés pour une large part dans ce pays. Les témoignages que nous publions aujourd'hui viennent tous de jeunes Arabes. A ce titre, ils sont partiels. Mais ils peuvent contribuer à éclairer un aspect de cette question.

Par François
MARCHADIER



Rentrer au pays ?

Dans deux cités de la banlieue parisienne, nous avons rencontré des jeunes immigrés : ils ont exprimé certaines de leurs aspirations et des difficultés particulières qu'ils ont à vivre dans cette société. Pourtant ils y sont nés...

Rentrer au pays ou rester en France : les jeunes immigrés de la cité des Francs-Moisins, à Saint-Denis, sont partagés.

«J'y suis allé cet été» lance plein d'enthousiasme un jeune Marocain. «Je n'ai plus qu'une idée c'est y retourner le plus vite possible». Son copain algérien n'envisage pas les choses de la même manière : «C'est tout juste si l'on parle encore arabe. D'ailleurs, mon père me le dit souvent : «A toujours parler français tu vas oublier ta langue». Il craint vraiment que l'on oublie notre pays». Pour convaincre, il me dit souvent : «Tu sais, tu peux bien changer de nationalité, mais pour les Français, tu seras toujours un Arabe». Le jeune Marocain impatient de retourner au pays s'explique. «Mon père est en France depuis 1957, donc je suis assez bien ici, j'y suis né. Eh bien, c'est quand je suis là-bas que je me sens le mieux. On n'est pas enfermé comme ici. Le matin, tu ne te sens pas mal comme en France. Ici, tu es toujours pressé, là-bas on a le temps de vivre».

Un jeune Tunisien rencontré cité Floréal, autre groupe d'HLM de Saint-Denis, déclare également vouloir rentrer au pays : «Avec un CAP, là-bas, tu as plus qu'ici». Ses camarades, nombreux à se presser autour du journaliste, qui semble constituer un événement dans cette banlieue, ne sont pas de son avis. Après avoir abondamment décrit le racisme dont ils sont victimes, ils ne cachent pas qu'ils préfèrent rester en France. «Nos parents assez souvent ne voient pas les choses comme nous», disent-ils avant de préciser : «On se sent mieux ici; vous vous rendez compte qu'en Algérie, on nous appelle les «Français»...

Cette différence d'appréciation sur le pays d'origine doit susciter des conflits entre parents et enfants ?

Indépendamment même de toute appréciation sur le pays d'origine, il y a conflit sur les rapports dans la famille. Le père, généralement, essaie de reproduire une micro-société algérienne. Il se sent par exemple humilié parce que ses enfants ont tendance à parler de moins en moins arabe. Il y a aussi des conflits avec les filles qui acceptent mal que le père ne prenne aucune part dans les tâches domestiques; alors qu'elles voient bien que chez les voisins ça ne se passe généralement plus ainsi. La télévision constitue une autre source de conflit. Par exemple, dès que tu as une scène d'amour dans un film, la tendance de la plupart des parents, ça sera de changer de chaîne. On est vraiment confrontés au problème du choc entre deux cultures, deux civilisations.

LA DEUXIEME GENERATION

La plupart des jeunes immigrés font des efforts pour retourner dans leur pays d'origine à l'occasion des vacances. Ce voyage d'été, ce sera pour beaucoup d'entre nous un choc qui jouera un rôle important dans la définition de nos projets d'avenir. Si on est tellement attirés là-bas, c'est que l'on veut savoir d'où on vient; on a besoin de se représenter concrètement ce pays, cette société dont on a tellement entendu parler par les parents. Les parents exercent une pression importante pour que leurs enfants fassent ce voyage. Il y a aussi les jeunes qui retournent au pays à l'occasion du service militaire.

Quelles impressions en tirent-ils ?

Il ne faut pas généraliser abusivement, mais la plupart de ceux que je connais ont été surpris en se rendant là-bas. On peut aussi parler de ceux qui ont fait l'armée et qui ont ressenti une discrimination à leur égard. Surtout ceux qui ne parlent pas très bien l'arabe, l'armée étant sans doute le seul endroit en Algérie où l'on ne parle que l'arabe.

On remarque une hostilité par rapport aux émigrés ?

Abdellatif est originaire d'Algérie. Depuis toujours, il vit en France. Il fait partie de ce que l'on appelle «la seconde génération» de l'immigration, c'est-à-dire de ces enfants d'immigrés qui sont nés en France et y ont toujours vécu. Dans l'interview qu'on lira

D'une manière générale, j'ai l'impression que c'est une hostilité fondée sur la jalousie. L'émigré, c'est celui qui est parvenu à partir. En Algérie, il existe encore beaucoup d'illusions sur ce qu'est la France. Toutefois, un nombre grandissant de jeunes s'en laissent de moins en moins compter. Les jeunes vont même, jusqu'à raconter des blagues sur les immigrés qu'ils appellent des «Français».

Ce n'est quand même pas à cause des blagues de quelques jeunes qu'on n'assiste pas à un retour massif ?

Non, plus fondamentalement, c'est le conflit entre deux cultures. Beaucoup ont du mal à s'adapter à la liberté telle que l'envisage la société algérienne. Par exemple, il faut savoir qu'aujourd'hui encore, dans les villes, un garçon ne se mariera pas au minimum sans l'accord de son père. Autre chose encore : la société algérienne connaissant

ci-dessous, il explique comment, à son avis, la plupart des jeunes immigrés arabes vivent un conflit aigu entre leur culture d'origine, celle d'un pays du Tiers-Monde, et la culture qu'ils subissent en France, pays impérialiste.

une vie communautaire bien plus développée qu'en France, tout ce que tu fais là-bas se sait rapidement. Tu n'a pas cet anonymat qu'on connaît en France, tout particulièrement dans les grandes villes. Qui ne veut pas observer le jeûne du Ramadan est par exemple souvent obligé de se cacher pendant la journée pour manger.

La question des femmes est aussi importante. Quand ils sont en France, ces jeunes prennent l'habitude de cotoyer couramment des jeunes filles, en Algérie les choses se présentent très différemment de ce point de vue. Quand tu as passé toute ton enfance en France, c'est dur de se réadapter.

Mais l'Algérie a quand même la prétention de construire une nouvelle société...

Oui, mais un jeune qui est parachuté là-bas a beaucoup de mal à s'adapter. De plus, il y a certains défauts de la société

difficiles à admettre quand tu l'as longtemps idéalisée.

Quel genre de défauts ?

Beaucoup te disent : «En Algérie presque tout marche avec du piston». C'est évident qu'un jeune qui arrive et voit cela tombe de haut.

Il y en a quand même qui s'adaptent...

Oui, mais il y en a aussi qui sont rentrés au pays et qui sont revenus en France au bout d'un moment. Evidemment c'est de ceux là qu'on parle le plus.

Ils sont revenus malgré le racisme et l'exploitation éhontée qu'ils subissent ici ?

Oui mais c'est compréhensible, ils ont été élevés ici, ils se laissent parfois abuser par certaines des fausses valeurs de l'occident.

CONTRE LES LOIS RACISTES ET ANTI-OUVRIERES BARRE-BONNET-STOLERU

Grand rassemblement national Français-immigrés Samedi 29 septembre 1979 à partir de 14h à Garges-les-Gonesse

Rue des doucettes et chemin des prieuses.
Autobus 250B, porte de la Chapelle (arrêt avant terminus).

CONTRA AS LEIS RACISTAS E ANTI-OPERARIAS
DE BARRE-BONNET-STOLERU

Venham todos ao grande
encontro national
franceses e imigrantes
Sábado 29 de setembro a partir
das 14 horas em Garges-les-Gonesse

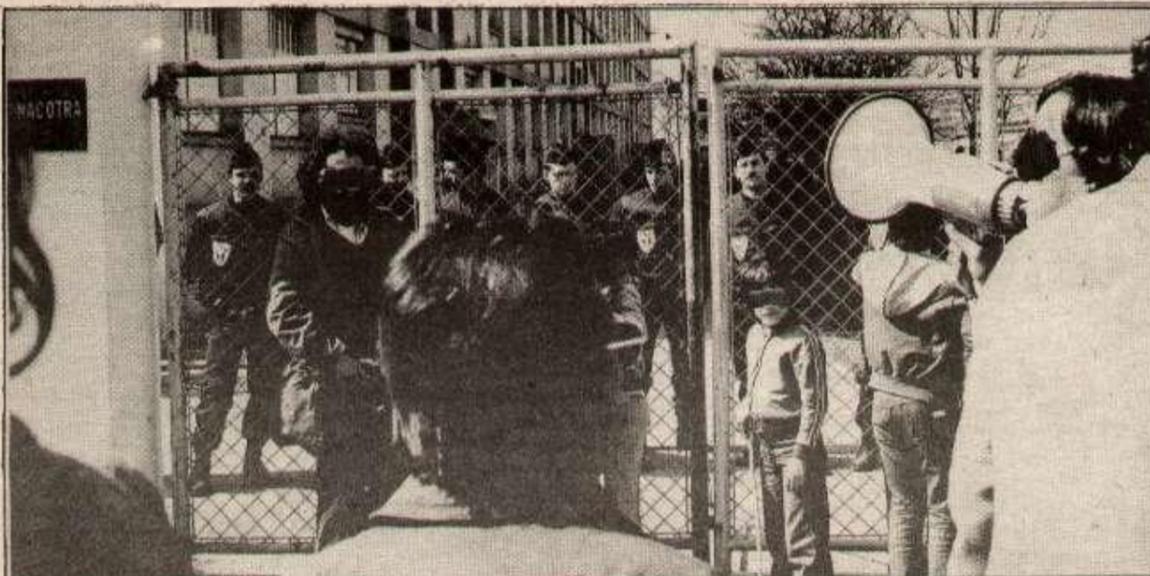
Rue des doucettes et chemin des prieuses. Autobus 250B à partir de Porte de la Chapelle,
descer uma paragem antes do ultimo.

ضد القوانين العنصرية بار - بوني - ستوليري
هلموا جميعا الى التجمع
الوطني للفرنسيين والمهاجرين
يوم السبت 29 سبتمبر 1979 ابتداء من الساعة الثانية بعد
الظوال (14) ب. قارج لي غوناس -

ANTI İŞÇİ BARRE-BONNET-STOLERU
IRKCI KANUNA KARŞI

Fransız yabancı emekçilerin
büyük milli toplantısı
29 Eylül cumartesi saat 14 te
Garges-les-Gonesse

Rue des doucettes e chemin des prieuses
Otobus 250B, porte de la Chapelle, otobüste inişten bir önce istasyona



Le 10 avril 79 les CRS interviennent dans le foyer de Meinau à Strasbourg.
La première expulsion d'une série qui se prolonge.



Manifestation des résidents SONACOTRA en novembre 78.

Les lois scélérates de Bonnet et Stoléru vont venir en discussion devant les parlementaires des deux assemblées pendant leur session d'automne. Le projet gouvernemental a au moins le mérite d'être très clair: il s'agit ni plus ni moins que de se débarrasser de 200.000 travailleurs immigrés par an.

Les critères pour sélectionner les immigrés promis à l'expulsion sont indicatifs de la volonté délibérée du pouvoir de faire reposer la responsabilité de la crise et de l'aggravation du chômage sur la classe ouvrière en général et de sa partie immigrée en particulier. Ainsi, si ces lois étaient votées par le parlement, il appartiendrait aux «autorités locales», en particulier aux préfets, de déterminer le taux de demandes d'emplois à ne pas dépasser et de ne pas renouveler les titres de séjour en fonction du taux de chômage.

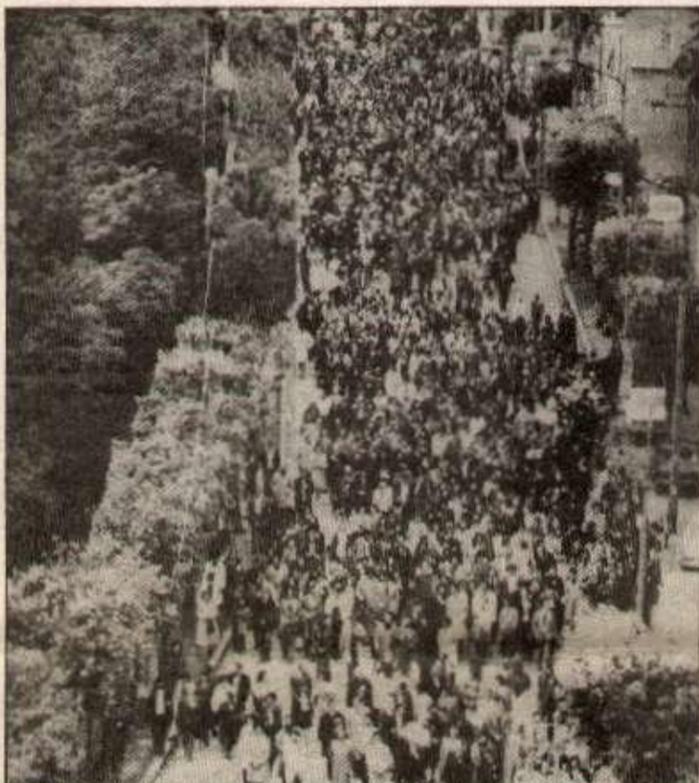
L'autre loi, celle dont a été chargé le ministre de la police Bonnet permettrait - mieux, elle légaliserait - tous les abus, toutes les atteintes quotidiennes aux libertés les plus élémentaires qui ont lieu chaque jour contre les travailleurs immigrés. L'arbitraire le plus total serait la règle permanente. Ainsi, selon le texte de loi proposé, serait passible d'expulsion, tout travailleur immigré qui «serait un trouble pour l'ordre public». On est extrêmement inquiet quand on connaît l'extension que l'on donne dans les milieux policiers du pouvoir à la notion de «trouble l'ordre public». Ainsi, Rachid Kanoté qui passait devant le tribunal de Créteil lundi est-il coupable de trouble à l'ordre public pour avoir «défavorablement attiré l'attention sur lui» selon les termes mêmes de l'accusation qui lui est portée? Pour le pouvoir la réponse ne fait aucun doute!

Il s'agit donc avec ces lois que veut faire passer la bourgeoisie d'une grave attaque contre la classe ouvrière qui prend sa place dans l'offensive d'ensemble du pouvoir contre les libertés démocratiques en cours depuis un certain nombre de mois. Cette gravité requiert une mobilisation massive et urgente. Le 29 septembre, le comité de coordination, soutenu par de nombreuses sections syndicales et associations, appelle à un grand rassemblement devant le foyer de Garges-les-Gonesse.

Ce rassemblement prend sa place dans la nécessaire riposte contre les lois racistes de Bonnet et Stoléru. Il faut tout mettre en œuvre pour faire de ce rassemblement un grand succès.

PAS DE CHAMPAGNE POUR LES CHOMEURS REMOIS

Une agglomération de plus de 200 000 habitants, capitale de la région Champagne-Ardenne. Une classe ouvrière mal connue; projetée sur le devant de l'actualité le 5 juin 1977, lorsque Pierre Maitre tombait sous les balles d'un nervis fasciste.



Un émouvant hommage de 10 000 travailleurs rémois à Pierre Maitre.

D'imposantes demeures, aux allures de châteaux, aux frontons desquels sont inscrits des noms «prestigieux» Pommery, veuve Cliquot, Taittinger... jalonnent la ville. Pour les travailleurs, le champagne c'est avant tout le travail du vin, les caves qui emploient quelques 3 000 personnes.

Reims, ville du champagne... la bourgeoisie locale, du négoce et du commerce a toujours cherché à répondre cette image de ville riche, de prestige. Elle a freiné tant qu'elle a pu son industrialisation, aidée en cela, jusque dans les années 50, par les patrons des fabriques où se travaillait la laine et qui, eux, voulaient éviter toute concurrence sur les salaires.

DU TEXTILE A CHAUSSON

Mais Reims ce n'est pas seulement le champagne. Les travailleurs les plus anciens n'oublient pas que la ville a aussi été une des capitales de l'industrie textile, spécialisée dans le travail de la laine et le tissage. Les ateliers de confection qui parsèment encore la ville, les noms des rues témoignent de ce passé.

L'effondrement de ce qui reste du textile jette, dans les années 50, des centaines d'ouvriers sur le pavé; cette main-d'œuvre disponible et les salaires relativement bas pratiqués dans la région attirent les industries mécaniques, métallurgiques, chimiques qui s'implantent alors. Une autre période s'ouvre, celle de Chausson, de la PUM, d'Arthur Martin...

Toutefois, comme par le passé, la majorité des travailleurs

restent dispersés. «Il ne faut pas oublier qu'à Reims 70 % des ouvriers travaillent dans de petites entreprises, ce qui ne facilite pas notre tâche» indique un syndicaliste de Chausson.

D'INNOMBRABLES ATELIERS

Reims, ville ouvrière. Ville d'OS, de manœuvres pourrait-on dire, plus nombreuse peut-être que dans bien d'autres villes, plus nettement industrielles.

A l'exception des verreries, des cartonneries de Remafer, les grosses concentrations ouvrières à l'échelle locale, comme la PUM, Chausson... ont à peine plus de 20 ans; c'est peu. A cela s'ajoute cette majorité d'ouvriers, éparpillés en d'innombrables ateliers, et pour lesquels l'organisation est difficile. Autant d'obstacles que doivent surmonter les ouvriers rémois pour s'affirmer en tant que classe face à une bourgeoisie locale qui s'est toujours acharnée à réduire leur place.

Les luttes qu'ont menées les ouvriers de Chausson n'ont pas manqué de rencontrer un fort écho chez les travailleurs rémois. «Chausson est un peu à Reims ce que Renault est à la France». Arthur Martin aussi est en haut lieu des luttes; en 1978, juste après les élections, les ouvriers y avaient engagé une grève pour l'embauche des intérimaires.

Et personne n'a oublié la lutte des travailleurs de la VMC en 77; Pierre Maitre, lâchement assassiné par un commando de la CFT de l'usine Citroën; l'hommage émouvant que lui ont rendu 10 000 travailleurs rémois. Dans ces luttes se forge, pas à

DES PRIX RECORDS

Une enquête récemment effectuée par l'INSEE confirme que Reims est une ville chère, ceux qui y habitent le sentent à leur porte-monnaie.

Sur 21 grandes villes, Reims arrive tout de suite après Paris pour les prix pratiqués. Si on prend en compte que les salaires des travailleurs rémois sont beaucoup plus bas que ceux de leurs homologues parisiens, cela donne une idée des difficultés que peuvent rencontrer les familles populaires.

Voyons dans le détail. Dans le domaine des vêtements, les prix rémois arrivent nettement en tête, pourtant, les ateliers de confection sont encore nombreux.

Le coût des services est aussi particulièrement élevé. Cela regroupe les cafés, les garages, mais également les frais hospitaliers.

Et pour les prix des produits alimentaires, Reims se tient honorablement dans le peloton de tête.

pas, une tradition, une solidarité de classe.

CHAMPAGNE... MAIS AUSSI CHOMAGE

L'hôpital licencie. L'un des rares endroits où l'on pouvait encore espérer trouver du travail. Début septembre le préfet, sur ordre de Raymond Barre, a fait une simple soustraction. 4 353 agents en fonction moins 4 141 agents prévus dans le budget = 212 hospitaliers auxiliaires et temporaires en trop. Scandaleux, alors que déjà des lits sont fermés, que des services sont en sous-effectifs. La lutte est engagée, soutenue par tous les travailleurs rémois. L'enjeu est de taille: la liste est longue, bien trop longue déjà des fermetures et réductions d'effectifs. Rien qu'en septembre, plusieurs dizaines de travailleurs de la Compagnie Européenne des thermostats ont reçu leur lettre de licenciement; ce sont des réductions d'horaire, des mesures de chômage partiel pour une partie des employés du magasin Monoprix qui craignent même une fermeture totale. Et les menaces se font plus précises sur les entrepôts Goulets.

Tout cela s'ajoute à Marelli qui disparaissait en 78, en pleine campagne électorale; aux forges de Combeplaine dont la haute cheminée ne crache plus de fumée depuis 1977. Mais ce ne sont là que les aspects les plus spectaculaires, si l'on ose dire, d'un mal qui touche profondément la ville. Depuis 77, des dizaines d'ateliers ont fermé leurs portes. Aucun secteur n'est épargné, ce qui fait qu'aujourd'hui, il y a plus de 7 000 chômeurs dans l'agglomération. Une réflexion est maintenant courante: «Il n'y a que les caristes qui ont la garantie de l'emploi». Mais pour combien de temps?

On comprend l'importance de la lutte engagée sur l'hôpital.

77 : UN ACCROC DANS LA VIE POLITIQUE LOCALE

Reims, ville de contrastes. Il y a la renommée construite autour de ce produit de luxe qu'est le vin de champagne qui est parvenu pour une part à escamoter, une réalité semblable à celle que vivent les travailleurs des autres villes. Une bourgeoisie locale ultra conservatrice, jusque dans les

années 60, a détenu le pouvoir municipal et l'a utilisé pour limiter autant qu'elle le pouvait le développement de la ville, allant jusqu'à faire obstacle à la construction de logements sociaux, s'opposant à l'ouverture de ZUP. D'ailleurs la crise du logement a pris des formes particulièrement aiguës. En 68, ceux qui se mariaient n'avaient pas d'autre solution que de rester chez les parents et quand ce n'était pas

DE NOTRE CORRESPONDANT

possible ils n'ont pas été rares ceux qui ont habité dans des caves ou des greniers en attendant mieux.

Puis est venu le tour de Taittinger, notable qui a voulu faire de Reims une «vraie capitale régionale», avec même des ambitions européennes, essayant d'attirer le tertiaire parisien.

En 77, les contradictions entre les partis de droite éliminent Taittinger. C'est Falala, RPR, chiraquien contraint, qui sera candidat à la mairie. Les électeurs traditionnels de Taittinger ceux du centre ville, s'abstiendront, et s'est Claude Lamblin, instituteur membre du PCF qui succèdera à l'aristocrate Taittinger dans le fauteuil de maire. Les premiers surpris auront certainement été les membres du PCF.

Un accroc? Toujours est-il que la municipalité sera pendant 5 ans dans les mains du PCF. Nous voilà à mi-parcours. Qu'y a-t-il de changé dans la ville depuis? Quelle est la politique du PCF, d'autant que ses chances de conserver le fauteuil municipal sont bien minces et qu'il ne l'ignore pas?

C'est à ses questions que nous essaieront de répondre mercredi prochain.

UNE MISERE BIEN VISIBLE



Des milliers de familles vivent dans les conditions les plus précaires.

En direction d'Epernay, séparé de l'autoroute par quelques acacias pitoyables, des constructions basses, sinistres, abritent des familles particulièrement déshéritées. On en trouve aussi aux abords de la piscine-patinoire et du palais des sports ultra moderne. A un autre bout de la ville, des bâtiments qui s'élevaient sur quatre étages sont aujourd'hui rasés. La décision en a été prise après qu'un incendie a provoqué trois morts. C'est là ce qu'il y a de plus visible.

Mais il y a aussi la misère qui se cache dans les vieux faubourgs comme le quartier du Pont de Laon ou dans les vieux HLM de Wilson et d'Orgeval et même sous les couverts verdoyants du foyer rémois.

Elles sont plus de 2 000, les familles dont les revenus, exceptés les allocations familiales, atterrissent à peine le SMIC et qui, pour plusieurs centaines, sont nuls.

Une partie de cette population vit en marge, souvent composée d'ouvriers agricoles, de journaliers brutalement chassés des exploitations de l'Aisne et des Ardennes par le développement du machinisme.

Ces familles, particulièrement pauvres, sont en majorité des familles nombreuses dont les enfants formeront les gros contingents des «classes spécialisées». Reims est en effet l'une des villes où il y a le plus de SES.

C'est là un aspect de la ville autour duquel il n'y a pas de publicité.

PLUS DE 9 000 MAITRES AUXILIAIRES NON REEMPLOYES

Le SGEN-CFDT donnait lundi après-midi, une conférence de presse, pour dresser un premier bilan d'une rentrée scolaire où, selon lui, les personnels sont «rentrés sans en avoir envie». Il faut dire que les problèmes se sont accumulés cette année, au premier rang desquels l'emploi. C'est d'ailleurs, avec les salaires, l'objectif prioritaire des luttes impulsées.

Le SGEN constate : «Le licenciement massif de plusieurs milliers d'auxiliaires dans le second degré et les LEP, le non réemploi de suppléants dans le premier degré, le licenciement de personnels non enseignants auxiliaires ayant moins de deux ans et quatre mois d'ancienneté, la prévision dans le budget de 1980 de 1800 suppressions de postes de MI-SE (surveillants) constituent l'application d'une politique gouvernementale calculée : preuve en est la décision de porter à 21 le nombre d'heures de cours

(au lieu de 18) exigé des auxiliaires dans les collèges ; conséquence : suppression de 1200 emplois, nombreux emplois à temps partiel, salaires réduits à 18/21...»

Nous publions ci-dessous le nombre de MA non réembauchés, par académie. Cette situation, qui a des conséquences assez immédiates sur les effectifs, est à l'origine d'un très grand nombre de luttes locales, dont nous publions également la liste, telle que l'a dressée le SGEN.

Besançon : A l'appel du SGEN, grève le 17/9, occupation de lycées et de l'inspection académique du Doubs, intervention de la police.

Des grèves se poursuivent dans certains établissements de Besançon et Montbéliard. A Montbéliard, grèves jusqu'au 25, par groupes d'établissements, et à Pontarlier, grèves tournantes par matières. Grèves pour toute l'académie le 25.

Bordeaux : Rassemblement le 19/9 pour le réemploi des M.A.

Caen : 2 lycées en grève : à Flers et Lycée Malherbe à Caen (effectifs surchargés).

Le 26 septembre : grève avec intervention dans les établissements (mise en évidence des emplois à pourvoir) : «la course au trésor».

Clermont-Ferrand : Grèves spontanées des MI-SE (surveillants) : postes supprimés, conditions de travail aggravées.

Grenoble : Lycée Boissy d'Anglas à Annonay : grève dès la rentrée pour obtenir la suppression des heures supplémentaires, la création de postes correspondants et la renomination des M.A. Qua-

Nancy-Metz : grève prévue en Moselle le 4 octobre pour le réemploi des auxiliaires.

Nantes : grève au lycée technique de Mayenne.

Manifestation intersyndicale (SGEN-FEN) le 19/9 pour le réemploi des M.A. et notamment de 7 M.A. de philosophie licenciés pour leur participation à une action en fin d'année (report de participation aux jurys du baccalauréat) ; un millier de participants. Recul du rectorat : les 7 M.A. sont réinscrits sur la liste des demandeurs d'emploi et 2 d'entre eux sont nommés.

Deuxième journée de grève le 27 septembre.

Nice : Manifestation à l'inspection académique des Alpes-Maritimes. Grève le 21/9 pour le réemploi des M.A.

Orléans/Tours : Grève dans les lycées d'Orléans pour obtenir des postes (effectifs surchargés).

Reims : 3 lycées en grève depuis le 17/9, rejoints par le 4^e le 21. Pour obtenir la création de 2 classes de terminale et d'une seconde (effectifs surchargés). Les élèves participent à l'action depuis le 18/9. Une délégation des établissements en grève, accompagnée par des militants des Unions régionales CFDT et CGT, a été chassée du rectorat par la police. Le SGEN prévoit un élargissement de l'action à l'académie.

Rennes : 2 établissements en action : grève au lycée de Lannion, A Morlaix, au lycée technique Tristan Corbière, à l'appel de toutes les sections syndicales : dédou-

blement systématique des classes ayant un effectif supérieur à 30 (dans le lycée) ou à 25 (dans le LEP). Large participation des parents d'élèves. L'action se poursuit sous la forme de grève scolaire alternant avec grève des enseignants.

Déjà obtenu : 2 postes et la non attribution d'heures supplémentaires. Sont encore réclamés : 3 postes dont 1 de documentaire.

Strasbourg : Des débrayages ont été observés pour permettre aux personnels de venir faire connaître au ministre, en visite dans l'académie, leurs revendications.

Région parisienne

Créteil : grèves dans plusieurs établissements dont le lycée Champlain à Chennevières (94).

Grève le 18 septembre pour marquer le départ d'une «caravane des non-titulaires chômeurs» qui se rend dans les établissements afin de faire connaître la situation des auxiliaires et la nécessité de créer des postes.

Paris : Manifestation intersyndicale le 19 septembre.

Action des MI-SE, notamment au lycée Bergson.

Occupation du lycée Paul Valéry par le comité des non-titulaires de la région parisienne qui se propose d'en faire un pôle de rassemblement des M.A. non réemployés.

Versailles : Grèves dans plusieurs établissements dont le lycée d'Argenteuil (effectifs surchargés). Manifestation intersyndicale le 19 septembre.

tre demi-postes d'enseignement et un poste de surveillance ont été obtenus.

Lille : Journée d'action SGEN le 19/9, journée d'action intersyndicale (SGEN-SNETP) le 26/9 pour le réemploi des M.A.

Lyon : 8 établissements en grève au moins : postes de MI-SE supprimés (11 postes 3/4 sur 29 1/2 au LTE La Martinière, Bossuet, Duchère), effectifs surchargés.

Manifestation intersyndicale le 20 septembre (SGEN-SNES-SNETP).

Montpellier : Manifestation intersyndicale le 19 septembre (SGEN-SNETP).

Académies M.A. non réemployés

Besançon	300
Bordeaux	nominations
..... à peine commencées	
Caen	110
Clermont Ferrand.....	210
Créteil	800
Dijon	700
Grenoble	300
Lille	800
Limoges.....	311
Lyon.....	470
Montpellier	473
Nancy-Metz	300

Nantes.....	300
Nice	100
Orléans	340
Paris.....	270
Poitiers	100
Reims.....	250
Rennes	530
Rouen	500
Strasbourg	250
Versailles.....	1000
TOTAL	8694

Ajouter les M.A. en E.P.S : 385 sans poste dans la région parisienne. Ce total est partiel et provisoire

ENCORE UN FLIC-TRUAND

A la suite de l'arrestation de 3 proxénètes marseillais, la Brigade Marseillaise avait ouvert une enquête sur les agissements d'un gardien de la paix niçois. Celui-ci consultait les fichiers et communiquait aux trois proxénètes les noms et adresses des prostituées dont les souteneurs venaient de se faire arrêter... Le flic en question, Gilbert André, a été inculpé de proxénétisme et placé sous les verrous.

23 OCTOBRE : LES MEDECINS EN GREVE

«Votre santé est en danger... Hier vous avez acquis le droit aux soins, aujourd'hui, le gouvernement veut en réduire la qualité, demain il en limitera l'accès... Votre médecin doit garder la liberté de prescrire les examens et traitements dont vous avez besoin». C'est en ces termes que les malades peuvent apprendre, sur une affiche placardée dans des cabinets médicaux, et qui ressemble à un avis de décès, que les médecins seront en grève le 23 octobre. C'est ce qu'a décidé à l'unanimité la Confédération des Syndicats Médicaux Français, réunie le week-end dernier à Paris.

Grève qui, cette fois, ne met pas au premier plan des revendications les honoraires des médecins, bien qu'indirectement, ce problème soit posé. Ce que refusent les médecins, c'est l'«obligation qui leur est faite de réduire les examens et les traitements, voire les refuser à

certains parce que trop chers».

Au nom du déficit de la Sécurité Sociale, le gouvernement projette de surveiller étroitement chacun des médecins. S'il donne «trop» d'arrêts de travail, s'il prescrit des examens ou des pins coûteux, il risquera alors des ennuis du

genre déconventionnement. Déjà plusieurs médecins ont subi cette répression, parce qu'ils ne renvoyaient pas assez vite leurs malades au travail. Les médecins précisent que si le gouvernement arrive à ses fins, «quelques privilégiés seulement bénéficieront du progrès de la médecine, laissant au plus grand nombre une médecine au rabais». Les salariés ont déjà fait les frais de la crise de la Sécurité Sociale, par une importante ponction sur leur paie à partir du 1^{er} octobre. Ce qui se profile, c'est qu'ils paient une deuxième fois, sur leur santé elle-même, déjà bien peu prise en considération par le gouvernement.

● Avortement : la marche du 6 octobre se prépare

A quelques semaines de la présentation du projet de loi sur l'interruption de grossesse, au conseil des ministres du 10 octobre, la préparation de la marche des femmes s'accélère. Le Collectif de coordination de la marche du 6 octobre vient d'en préciser les objectifs. «Abrogation de la loi de 1920, dépénalisation totale et définitive de l'avortement, suppression de toute clause restrictive et dissuasive, moyens pour toutes d'avorter dans de bonnes conditions». Cette marche est en principe une «marche de femmes», et uniquement de femmes, bien que le collectif reconnaisse que le problème de la mobilisation nécessaire aujourd'hui touchent aussi les hommes...

Pour obtenir des renseignements sur la préparation de cette marche, on peut s'adresser à la permanence téléphonique, le lundi, mercredi, jeudi et vendredi, le matin au 606 57 84, l'après-midi au 566 79 16.

Le rassemblement de départ aura lieu à 14 H le samedi 6 octobre, Place Denfert Rochereau.

● Les «imperfections» de la centrale de Fessenheim

Après les révélations syndicales sur les fissures constatées sur certaines pièces de réacteurs, le directeur de la Centrale de Fessenheim vient d'apporter un témoignage à sa façon. Selon lui, il n'y aurait pas de fissures dans les réacteurs de sa centrale, mais simplement des «impuretés incluses dans l'acier, des traces d'usinage, des soufflures inévitables, dont il aurait par ailleurs établi qu'elles ne pouvaient mettre en cause la résistance du matériel». Les vérifications faites sur «les moignures de tubulures» de Fessenheim, au bout d'un an et demi de fonctionnement, alors que les défauts de fabrication avaient été constatés dès la livraison, n'ont pas révélé d'évolution, d'après le directeur. Toujours est-il que, si ces défauts sont, semble-t-il, courants, si ces fissures peuvent ne pas présenter de danger pendant des périodes assez longues, le problème réside dans le caractère à peu près imprévisible et extrêmement rapide de leur évolution. Sans faire de parallèle peut-être abusif, ce sont de telles fissures ou défauts qui, évoluant subitement, ont fait perdre leur carlingue à certains avions, ou s'ouvrir des pipe lines sur de très grandes longueurs...

● Paris se vide...

En quatre ans, Paris a perdu 200 000 habitants. C'est ce qu'indique le dernier numéro de la revue «Aspects statistiques de l'Île de France». En janvier dernier, la capitale ne comptait plus, si l'on peut dire, que 2 101 000 habitants. Cette hémorragie n'est pas étonnante, si l'on se réfère par exemple au prix des loyers à Paris. En partie de ce fait, les familles nombreuses y sont extrêmement rares. Pour un arrondissement comme le 20^e, des statistiques issues du dernier recensement indiquaient que le nombre d'enfants par foyer était de 0,4 ! Le même phénomène commence à s'étendre aux départements de la petite couronne : les Hauts de Seine ont perdu 68 000 habitants, la Seine Saint Denis 24 000, le Val de Marne 9000. En revanche, la population a sensiblement augmenté dans la grande couronne : le Val d'Oise a gagné 65 000 habitants, l'Essonne 130 000, les Yvelines 134 000, la Seine et Marne 107 000.

Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU 470 compte n° 668 J

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-amix», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

Qui pouvait ignorer, à la tête d'une république française qui se voile aujourd'hui la face devant les horreurs perpétrées par Bokassa premier, la vraie nature du régime de l'ancien sergent de l'armée française ? Giscard, qui lui avait réservé, dès son accession à la présidence, sa première visite en Afrique, et ne dédaignait pas de se faire appeler «cher parent» par le fantôme de Bangui? Pechenard, l'ami personnel du président de la république, qui dirige dans le pays une grande société organisatrice de safaris ? Emmanuel de Castelnau, chef du protocole de l'Élysée, qui était venu personnellement, du 23 au 29 septembre 1977, organiser les cérémonies du sacre ?

Allons donc ! S'il faut encore leur rafraîchir la mémoire sur la réalité de la situation du peuple centrafricain, telle qu'elle se présentait bien avant les derniers massacres de jeunes et d'enfants, nous allons le faire. Voici donc quelques extraits de ce qu'écrivait Mansour Diop en décembre 1977, dans le *Quotidien du Peuple*, sous le titre : «Ce que j'ai vu en République Centrafricaine».

CENTRAFRIQUE



Décembre 1977 : manifestation lors du sacre de «l'empereur».

CE QUE GISCARD PRETEND DECOUVRIR

L'état policier mis à nu

L'aéroport international de «Bangui», ressemble plus à une base militaire qu'à un aéroport civil. A cause de la densité exceptionnelle de gens en uniforme et en armes qui déambulent à l'intérieur de l'aéroport et tout autour.

A la douane et à la police, où tout est passé au peigne fin : les valises, les sacs à mains, les poches et même les chaussettes, tout est examiné avec une incroyable brutalité. Les enveloppes des Centrafricains sont systématiquement ouvertes, et gare à quiconque aurait sur lui des lettres contenant des allusions au régime. Bon nombre de voyageurs centrafricains ont été arrêtés à l'aéroport et jetés en prison parce qu'on avait trouvé sur eux du courrier destiné à des amis, résidant à l'étranger. Tel est le cas de ce jeune ingénieur d'aéronautique civile, ancien de l'École Normale d'Aviation Civile de Toulouse, rentré au début de cette année, et qui a été condamné en avril 1976 à sept ans de prison pour avoir simplement évoqué dans une lettre l'attentat manqué contre Bokassa, qui avait eu lieu à l'aéroport même. Même chose pour les livres : tout ouvrage à contenu politique

ou supposé tel peut immédiatement conduire en prison.

Même un Centrafricain qui revient dans son pays «est pris en charge» par un ou deux agents des Renseignements Généraux qui le suivent partout, et qui font un rapport quotidien au ministre de l'Intérieur sur tous ses faits et gestes. Comme chaque renseignement «intéressant» leur rapporte une prime de 18 500 CFA ces gens sont prêts à tout, y compris aux provocations.

Le régisseur de la prison, M. Sacher, est un ancien SS. Même ceux qui ont la chance de sortir vivants de Ngaragba savent seulement que cet individu, qui se donne des allures mystérieuses, règne en maître sur cet ensemble de pavillons gardé par une compagnie spéciale de l'armée centrafricaine, installée à l'intérieur même de la prison.

Depuis l'arrivée de Bokassa au pouvoir, les effectifs ont gonflé au point que les locaux de Ngaragba sont devenus insuffisants. Le gouvernement envisage la construction d'une nouvelle prison. En attendant, le surplus de prisonniers est réparti entre les plantations de Bokassa en Lobaye, et les chantiers de construction des villas de ministres.

Quant à ceux qui restent à Ngaragba, ils sont entassés à plusieurs par cellule et doivent se relayer pour dormir. Ils sont répartis en deux catégories : les «droit commun» et les «politiques». Par «politiques», il faut entendre tous les cas d'«offense» au chef de l'Etat ou à ses ministres, l'«offense» consistant parfois, à passer devant la voiture d'un ministre.

Les «politiques» sont astreints à un régime beaucoup plus draconien que les «droits communs» qui, eux, peuvent circuler dans l'enceinte de la prison et s'organiser pour survivre, par exemple en cultivant un petit jardin ou en partageant de la nourriture apportée de l'extérieur par des parents. Les «politiques» entassés dans des cellules étroites et sans lumière derrière la fameuse porte rouge, n'ont droit à aucune visite. Ceux qui sont particulièrement visés par Bokassa subissent un traitement spécial : ils sont enfermés, nus et enchaînés dans des cellules d'isolement éloignées de tous les autres détenus.

Ce fut le cas des deux étudiants et du proviseur du lycée Boganda condamnés en août dernier à 10 ans de prison pour

«violation de la constitution». Ils avaient seulement continué d'appeler leur pays «République centrafricaine» et étaient finalement libérés de 28 octobre, à la suite de la pression de l'opinion internationale. En deux mois, ils avaient maigri au point qu'ils tenaient difficilement debout lorsqu'ils sont sortis de cellule. Beaucoup de ceux qui ont connu les cellules d'isolement en sortent paralysés et, le plus souvent, myopes, même aveugles.

Dans certains cas, «l'empereur» enfermé lui-même les détenus et emporte la clef... les condamnant à mourir.

C'est le sort qu'a connu Pierre Mbaye, étudiant en droit, qui du Canada où il se trouvait, avait cru bien faire en envoyant, avant de rentrer dans son pays, une lettre pour proposer — très respectueusement — une réforme de l'administration...

Régulièrement, on dégage des cellules d'isolement les corps de ceux qui ont succombé, et on les enterre à la hâte, souvent de nuit, dans la fosse commune du Kassaim, afin de ne pas alerter leurs familles.

La misère des masses

A la périphérie de Bangui, s'étendent les quartiers populaires de la «ville africaine». Celle-ci n'a cessé de gagner du terrain au Nord et à l'Est, jusqu'aux flancs des collines du Bas-Oubangui, et à l'Ouest, le long de l'Oubangui et aux confins de la forêt équatoriale. En 15 ans, la population de Bangui est ainsi passée de 100 000 à 300 000 habitants.

A perte de vue, des «cases», habitations sommaires aux murs de banco et au toit de paille, généralement rectangulaires, quelquefois rondes. Des rues étroites, des rigoles servant d'égoût où s'écoulent à ciel ouvert des eaux malodorantes, peu ou pas d'éclairage, et surtout, de fréquentes inondations qui, à la moindre pluie, transforment les

rues mal aménagées, de ces quartiers, en marécages ; parfois, autour de la «case», un petit jardin potager, au petit élevage de volailles, de porcs et de chèvres et, fréquemment, un puits qui alimente jusqu'à dix «cases», puisque ni l'eau courante ni l'électricité ne vont dans les habitations.

Comme habitation, la «case» ici, est tout ce qu'il y a de plus sommaire : une ou deux pièces servant à la fois de salon, de chambre, voire de cuisine quand il pleut, car la cuisine se fait normalement en plein air, au feu de bois. On s'y entasse à cinq, dix, voire quinze ou plus.

M.K..., artisan d'origine camerounaise, vit à Bangui, au «KM5» depuis plus de 20 ans. Il

fait son marché à Mamadou-Mbaiki, où il a vu grimper les prix depuis 10 ans. «En dix ans, dit-il, le seau de manioc de 5 litres est passé de 70 francs à 125 ; la botte de ngounza (1) de 10 F à 25 F. On ne trouve plus de viande à moins de 350 F le Kg. Le paquet de sucre coûte maintenant 500 F CFA, le litre d'huile d'arachide 1000 F. Quant au savon, au sel et au pétrole, ils se font rares».

M. MB... est ouvrier à l'ICCA. Il gagne toujours 5 500 F CFA malgré la revalorisation de 20% du SMIC annoncée par Bokassa en mai 1974. Il doit nourrir une famille de sept personnes, sans compter les parents du village qui passent de temps en temps à Bangui. Lui, il n'a pas de loyer à

payer : sa case, il l'a construite lui-même. Mais il a des collègues qui n'ont pas pu le faire, faute de terrain. Ceux-là payent entre 1500 F et 3000 F CFA de loyer. Même en ne mangeant qu'une fois par jour, on ne peut boucler le mois avec 5500 F CFA. Alors on recourt aux expédients : la femme vend du fagot, fait des branches mortes et de brindilles ramassées dans les rues de Bangui, ainsi que des baignets au marché de Miskine, tandis que M. MB... travaille le soir sur le chantier d'un haut fonctionnaire qui se fait construire une villa de luxe à peu de frais en recourant au marché noir de la main d'œuvre.

(1) Ngounza : feuilles de manioc ? franc CFA = 0,02FF

La résistance populaire

Les grèves perçues se sont multipliées à cause des mesures de compression du personnel. Elles ont commencé à l'ACCF (Agence Centrafricaine de Communications fluviales) ont touché la Sefi-Mbata, l'ICCA (Industrie cotonnière centrafricaine), l'UCCA (Union Cotonnière centrafricaine), toutes trois étant parmi les plus grandes entreprises industrielles du pays. Les affrontements entre grévistes et forces de police ont été violents, surtout à l'ACCF. Les forces de police opèrent de concert avec la direction du Syndicat UGTC (Union Générale des Travailleurs Centrafricains).

La baisse de la production de la roselle, dans la région de Damara, est due au mécontentement des paysans qui boycottent les consignes gouvernementales en se consacrant aux cultures vivrières, surtout le manioc, qu'ils refusent de vendre aux sociétés de commercialisation créées par Bokassa et certains de ses ministres. Même chose dans la région de Sibut où les paysans ne vendent le manioc qu'àux personnes qu'ils connaissent et dont ils savent qu'elles ne sont pas liées au régime. Les planteurs de café de la Haute-Sangha, de la Lobaye et du Mbomou, refusent d'accroître la production de café tant que les stocks accumulés depuis deux ans ne seront pas achetés. Et le «congrès» ouvert et clos immédiatement par Bokassa n'était pas fait pour calmer les esprits, loin de là !

A Miskine, des jeunes ouvriers évoquent avec beaucoup de fierté la grande grève de mai-juin 1974 qui, partie de l'ICCA des frères Willot, a embrasé de nombreuses usines de la capitale et des régions forestières. L'affrontement avec la police a été violent, surtout à l'ICCA. La riposte des ouvriers a surpris le pouvoir, autant par sa détermination que par son ampleur. Il y a eu des patrons séquestrés et un commissaire de police blessé à coups de pierre. Les dirigeants du syndicat UGTC ont subi un sort identique lorsqu'ils ont tenté de «calmer» les ouvriers. On a pu juger de l'inquiétude du pouvoir par la rapidité avec laquelle il a reculé en revalorisant de 20% le SMIC. Mais en même temps qu'il faisait ces concessions, il renforçait en cachette les mesures d'intimidation. Ainsi, trente cinq ouvriers considérés comme «meneurs» ont été jugés dans le plus grand secret et condamnés à trois ans de prison et 30 000 F CFA d'amende. Mais les grèves de l'ACCF, de l'UCCA et de la Sefi-Mbata montrent que ces mesures d'intimidation, ont eu l'effet contraire.

Bokassa réfugié chez Houphouët-Boigny

Centrafrique Le peuple ne veut pas se contenter du départ de l'empereur

Après une attente de deux jours sur la base d'Evreux, Bokassa s'est donc envolé lundi pour la Côte d'Ivoire dont le gouvernement, traditionnel ami de l'impérialisme français, a accepté de lui donner asile. Le nouveau pouvoir instauré en Centrafrique semble avoir renoncé à demander l'extradition de l'ancien «parent» de Giscard malgré l'exigence du peuple centrafricain de voir juger

Dimanche, plusieurs centaines d'étudiants et d'enseignants notamment ont manifesté dans la capitale centrafricaine, Bangui, afin d'exiger la destitution des responsables compromis avec le régime de Bokassa et qui viennent d'être confirmés dans leurs fonctions par le nouveau président. Parmi les personnalités visées figurent l'ancien Premier ministre de Bokassa, qui vient d'être nommé vice-ministre et un officier qui a participé avec l'ancien dictateur aux massacres d'enfants. A ce propos, rappelons que le couronnement de Bokassa, fin 1977, devait servir dans l'esprit du gouvernement français, à le mettre plus ou moins sur la touche. Considérant qu'il devenait gênant, pour donner le pouvoir effectif à des hommes comme l'ancien Premier ministre.

La satisfaction de la population à l'annonce de la

chute de la dictature a fait place à des interrogations, pour le moins, sur les intentions du nouveau régime. Certains manifestants, interrogés par la presse se sont montrés sceptiques sur les changements réels qui peuvent résulter des derniers événements. C'est ainsi que dimanche, un manifestant déclarait : «Dacko est en train de choisir les mauvais chevaux en refusant de nettoyer la maison. Pour le moment, tout le monde est derrière lui, puisque tout le monde est contre Bokassa. Mais cela risque de ne pas durer s'il refuse de rendre la justice que le peuple attend». La crainte de ce refus pourrait bien se trouver justifiée rapidement s'il est confirmé par exemple que Dacko n'a pas l'intention de demander l'extradition de Bokassa. Encore moins de destituer les proches de celui-ci puisqu'il a déclaré que

pour ses crimes l'ancien dictateur. Autre sujet de mécontentement de la population : la nouvelle équipe dirigeante, protégée par les paras français, compte dans ses rangs de nombreux collaborateurs de l'ancien régime choisis par le nouveau président, Dacko. Ce dernier semble exclure toute épuration en profondeur tenant pour responsable de tout : le seul ex-empereur.

seul Bokassa est coupable. Le nouveau président a également indiqué que les troupes françaises resteront dans son pays «aussi longtemps que cela sera nécessaire». Il a prétendu justifier leur présence par le fait que «certains pays font appel aux Cubains».

Pour sa part, une partie de l'opposition condamne vigoureusement l'impérialisme français et qualifie l'intervention française de «véritable acte de conquête coloniale» et assimile le nouveau régime au «coup de force à la Bob Denard aux Comores». C'est notamment le cas d'un «Front patriotique ouban-guien» qui appelle la population à refuser de collaborer avec le «régime fantoche antidémocratique et antipopulaire imposé de l'extérieur». Il se prononce pour une grève générale illimitée et pour la «restauration d'une véritable démocratie».

En Centrafrique, on n'oublie pas que non seulement le nouveau président, Dacko, a collaboré avec Bokassa, notamment en tant que «conseiller personnel» depuis 1976, qu'il était au courant des massacres qui ne datent pas d'hier, mais aussi qu'en tant que dirigeant du pays, il avait conduit celui-ci à la faillite économique, avant d'être renversé par Bokassa. On connaît encore mal les objectifs précis des divers groupes d'opposition qui s'expriment actuellement en Centrafrique. Mais, il est certain que le peuple de ce pays qui a rejeté la dictature sanglante de Bokassa, ne se satisfera pas d'un régime qui continuerait, à quelques crimes près, une politique semblable, à l'abri des unités de paras français.

Frank ROUSSEL

Grande-Bretagne

Les métallos résolus à poursuivre leur lutte



Les ouvriers de British Leyland, lors d'une précédente grève. Les traditions de lutte des ouvriers de cette firme sont importantes.

La Grande-Bretagne qui bat le record de l'inflation, est actuellement le théâtre d'un mouvement de grève important de la part des ouvriers de l'industrie automobile, de sidérurgistes et de mineurs, qui réclament d'importantes augmentations de salaires. Les travailleurs, face à la politique du gouvernement qui prépare des licenciements massifs, se battent également pour l'emploi, en réclamant la semaine de 35 heures. C'est le cas dans la métallurgie, où la lutte se poursuit en réponse à l'exigence du patronat qui refuse de satisfaire les revendications et y répond par le lock-out comme à Rolls-Royce.

Les travailleurs de la mécanique, avec leur syndicat l'AUEW (Amalgated Union of Engineering Workers) ont engagé une véritable épreuve de force contre leurs patrons. Ce syndicat, dont l'importance en fait le deuxième du pays, est réputé pour sa combativité. Les ouvriers métallurgistes réclament 80 livres par semaine alors que leurs patrons refusent

d'aller au-delà de 70. Ils refusent de faire des heures supplémentaires afin de réduire la durée hebdomadaire du travail. Cette dernière revendication est conforme à la position exprimée au récent congrès des syndicats à Blackpool, qui s'est prononcé en faveur des 35 heures.

Plus de 2 millions de travailleurs ont d'abord observé des arrêts de tra-

vail de un jour par semaine en août, puis de 2 jours depuis le début septembre. La question se pose pour les 250 000 salariés de ce secteur de se mettre en grève illimitée face à l'intransigence des patrons qui opposent un refus collectif aux revendications des travailleurs. Après avoir lockouté 30 000 travailleurs à Rolls Royce, les patrons de la métallurgie préparent un système anti-grève, et annoncent des plans de restructuration prévoyant des milliers de licenciements. Pour les 160 000 travailleurs de British Leyland, entreprise nationalisée, la situation n'est pas meilleure : 25 000 licenciements et 13 fermetures d'usines sont prévus d'ici 2 ans. Cette restructuration a été réclamée par la firme japonaise Honda

comme condition à son union avec British Leyland.

Aux 45 000 licenciements annoncés dans l'automobile et la sidérurgie, il faut ajouter la suppression de 100 000 emplois dans un prochain avenir. A Corby, où la British Leyland Corporation a annoncé 5000 licenciements, une manifestation, a rassemblé plus de 10 000 travailleurs.

Autant de signes révélateurs de la combativité de la classe ouvrière britannique qui se heurte aux dirigeants syndicaux. Les directions syndicales sont amenées de plus en plus à prendre en compte le mécontentement de la base, comme l'a montré le congrès des T.U.C. à Blackpool.

Paddy Mc LAUGHLIN

Guinée-Equatoriale Ouverture du procès du dictateur Macias

Lundi 24 septembre s'est ouvert à Malabo le procès de l'ex-président Macias, renversé le 3 août dernier par un conseil militaire dirigé par le neveu du dictateur. Macias comparait sous l'inculpation de «génocide», il est en effet responsable de la mort et de la disparition de 40 000 de ses concitoyens, et du départ de 100 000 autres pour l'étranger (soit un tiers de la population totale). Selon un journal espagnol, une centaine de militaires marocains sont arrivés dans la capitale pour protéger le lieutenant-colonel Obiang N'Guéma contre une action éventuelle des partisans du président déchu, un complot ayant été découvert récemment.

Le 3 août dernier, la Guinée-Equatoriale, pays de 300 000 habitants situé entre le Cameroun et le Gabon, connaissait un coup d'Etat qui renversait celui qui se faisait appeler le «grand maître de l'éducation, des sciences et de la culture, président du Parti Unique des Travailleurs et unique miracle de la Guinée». Celui-ci, en 11 ans de dictature avait ruiné le pays, fait fuir 100 000 personnes et rempli les prisons d'opposants. Mais qui sont les officiers qui ont pris la tête du pays en créant un «conseil militaire suprême»?

Le chef du nouveau régime, le lieutenant-colonel Obiang N'Guéma et tous ses ministres, militaires comme lui, ont suivi leur instruction à l'académie militaire espagnole de Saragosse. Ce fait, ainsi que les propos tenus par un des membres du Conseil militaire suprême «Nous sommes les fils de l'Espagne, et nous voulons rétablir des liens privilégiés avec elle» portent à croire que l'Espagne, sans avoir participé au coup d'Etat d'août dernier, aurait eu vent du projet. Après avoir colonisé le pays pendant 190 ans et accordé l'indépendance à la Guinée Equatoriale, en 1968, l'Espagne y a conservé des intérêts économiques importants, en particulier dans le cacao, le café et les bois précieux. Assistera-t-on à un retour en force des capitaux espagnols en Guinée ? Il est encore trop tôt pour le dire. Un mouvement d'opposition :

l'Alliance nationale pour la restauration démocratique (ANRD) ne cache pas ses réticences à l'égard du nouveau régime : «Si les nouveaux dirigeants militaires ne remplissent pas les conditions minimales que nous leur avons posées : libération de tous les détenus politiques, retour des exilés, désignation d'une constituante, nous considérons que le coup d'Etat du colonel Nguema Mbazongo n'est qu'une révolution de palais, dès lors nous continuerons la lutte» déclarait à la mi-août le secrétaire général de l'ANRD. Il devait ajouter : «Nos droits de responsabilités politiques de l'opposition ne sont pas suffisamment garantis». Eya N'Chama avait également rappelé que la France avait fourni des hélicoptères à la Guinée et avait entraîné des pilotes à Toulon, l'URSS était loin d'être en reste, puisqu'elle s'était fait accorder un droit de pêche exclusif dans les eaux territoriales de la Guinée, déclenchant la fureur des habitants des îles dont le poisson constituait leur seule ressource avec le cacao. Le nouveau régime est-il prêt à rompre avec les pays qui pillent les richesses de la Guinée Equatoriale ? Sur le plan intérieur, le procès du dictateur Macias sera un test sur les intentions réelles de changement des nouveaux dirigeants. Choisiront-ils de frapper un homme pour éviter l'épuration nécessaire ou assistera-t-on à un procès populaire ?

F.R.

DES REFUGIES LAOTIENS VOLONTAIRES POUR LA CHINE

Dans les camps de réfugiés en Thaïlande, plusieurs familles qui attendaient leur départ pour la France, ont finalement opté pour les USA, l'Australie ou le Canada, devant la lenteur des autorités françaises. Par ailleurs, plusieurs centaines de jeunes laotiens se sont portés volontaires pour aller en Chine. Celle-ci, à la conférence de Genève en juillet der-

nier, avait annoncé qu'elle était prête à accueillir dix mille réfugiés d'Indochine.

RAID AERIEN D'ISRAËL AU LIBAN

Lundi après-midi, des chasseurs israéliens de type F15 survolaient les trois principales villes côtières du Liban : Beyrouth, Saïda et Tyr. Ils ont été pris dans des tirs de DCA palestiniens. Et un combat aérien a opposé pendant une vingtaine de minutes, les F15 à des Mig 21 syriens.

2 PATRONS DU VAL-DE-MARNE EN VIENNENT AUX MAINS CONTRE DES DELEGUES

On assiste à une certaine mobilisation des travailleurs depuis quelques jours dans le Val-de-Marne, ce département de la couronne sud de Paris.

La liste des boîtes dans lesquelles se produisent des actions diversifiées allant de la pétition à la grève, commence à s'allonger sérieusement.

Dans deux de ces entreprises, les travailleurs ont arrêté le travail.

UN DIRECTEUR ATTRAPE UN DELEGUE A LA GORGE

A Sciaky, usine occupant 1100 personnes et fabriquant des presses à souder particulièrement utilisées dans l'automobile, la section CGT avait décidé de multiplier les prises de paroles dans les ateliers comme elle a coutume de le faire en période de mobilisation. Or la semaine passée, le nouveau directeur du personnel s'était mis dans la tête d'empêcher un délégué du

montage de prendre la parole.

Il allait même jusqu'à le menacer de lui dresser un avertissement, avertissement qui parvenait mardi à l'intéressé.

L'après-midi, dès que la nouvelle fut portée à la connaissance du personnel nous dit un délégué CGT, seul syndicat représenté dans la boîte, le personnel s'est mis en grève, la grève se prolonge mercredi. Jeudi matin, la section syndicale décide de mettre en place un piquet de grève en particulier pour empêcher les cadres de travailler.

Un délégué CGT raconte la suite : « On avait remar-

qué que des directeurs se regroupaient avec l'intention manifeste de forcer le piquet. Cela n'a pas tardé. Tout à coup, un ingénieur de la sécurité s'en est pris à notre camarade qui avait reçu l'avertissement quelques jours plus tôt. Il l'a attrapé par la gorge, il voulait l'étrangler. Notre camarade est alors tombé par terre se cognant fortement la tête ».

Transporté à l'hôpital, la victime de l'agression en ressortira l'après-midi.

La direction faisait alors partiellement marche arrière proposant de retirer l'avertissement si la CGT s'engageait à ne plus prendre la parole dans les ateliers. Cette condition n'a naturellement pas été acceptée. De plus, les ouvriers de Sciaky eux n'ont pas repris le travail considérant que la direction, portant l'entière responsabilité de la grève devait l'indemniser.

Lundi après-midi la grève se poursuivait. Par la même occasion on apprenait que non loin de Vitry à Cachan dans l'usine Formexa (tôlerie aluminium pour l'aviation) un délégué s'était fait agressé à coup de chaise métallique par le directeur au cours d'une assemblée générale. Les blessures du délégué ainsi visé ont été bien plus graves encore que pour le délégué de Sciaky, ayant dû rester plus longtemps encore en observation.

Décidément, sans doute parce qu'ils sentent une certaine montée des luttes, certains patrons deviennent bien nerveux dans le Val de Marne... Cela n'aura pas empêché les travailleurs des deux entreprises concernées d'entamer ou de poursuivre la lutte contre le blocage des salaires.

F.M.

Hua Guofeng en France en octobre

Le Premier ministre de la République Populaire de Chine Hua Guofeng, sera en France du 15 au 21 octobre prochain, sur invitation de l'Élysée.

+ 8 % sur le charbon

Le prix du charbon augmentera de 8 % le 1^{er} octobre. Toutes les hausses combinées de combustibles entraîneront une augmentation de 30 à 40 % des charges locatives afférant au chauffage du propre avec du secrétaire d'Etat au logement, Cavallé. Les compagnies pétrolières de leur côté promettent une pénurie si elles ne sont pas autorisées à relever encore une fois leur prix de vente.

Grève au centre EDF de Saint-Mandé

La grève du personnel EDF du centre de Saint-Mandé a entraîné des coupures, lundi dans la partie nord-est du Val-de-Marne et en Seine-Saint-Denis. Cette grève qui pourrait s'élargir a entraîné une coupure d'une dizaine de minutes entre 15 h et 15 h 30 sur la ligne du RER.

L'affaire des pinardiers : le PDG de SVF (Margnat, Préfontaines, Kiravi, Postillon, Grap, Grévér...) s'en tire à bon compte.

EMPOISONNER LA POPULATION NE COUTE PAS CHER

« Tromperie sur la nature, la qualité substantielle, la composition et la teneur de la marchandise ». « Falsification de denrées alimentaires servant à l'alimentation de l'homme et les rendant nuisibles à la santé de l'homme ». C'est là quelques uns des motifs pour lesquels les inculpés du procès des pinardiers ont été légèrement condamnés.

Que leur était-il reproché précisément ?

Un ignoble trafic sur du vin de table. Afin de rendre un mauvais pinard de 8° buvable (sic) ces messieurs y ajoutaient du sucre pour en augmenter le taux d'alcool et le porter à 13°. Afin de neutraliser l'acidité résultant de cet apport, les trafiquants ajoutaient également de la potasse... Ces mélanges sortent en soi formellement interdits car ils sont dangereux pour la santé de l'homme. Afin de dissimuler leur alchimie, les livraisons de centaines de tonnes de potasse étaient dénommées sur les factures de livraison : parafine, gomme gélatine, huile de vaseline, acide citrique, soude... Pour le sucre, la société de livraison s'était acquittée avec une fabrique de bonbons, la société Valfin.

IMMEUBLE A DEUX ENTREES

Valfin loue à Lorange Renaudin un immeuble à deux entrées situées dans deux rues différentes. Valfin, c'est normal pour une

usine de bonbons, se fait livrer du sucre mais en fabrique très peu et pour cause. L'essentiel du sucre est versé dans les cuves de Lorange Renaudin.

Le trafic est couvert par des transactions fictives faites au nom de sociétés domiciliées au Lichtenstein et gérées par une banque suisse de Lausanne... Le vin est livré, ainsi trafiqué, à Rouen à la Sapvin, filiale de la Société des vins de France (SVF) dont Paul Crémieux, le principal inculpé est le PDG... 60 millions de litres contenant la bagatelle de 150 tonnes de potasse et 2 millions de tonnes de sucre ont ainsi été mis sur le marché...

Si vous avez acheté du vin de table entre 1967 et 1970, vous risquez d'avoir été victime des escrocs...

10 ANS DE PROCEDURE

Cela fait 10 ans que dure la procédure. Le procès pour sa part débutait il y a 6 mois et s'est achevé lundi soir. Il n'a pas fallu moins de 12 heures à la présidente du tribunal pour lire les attendus du juge-

ment, long de 75 pages...

Pourtant, les peines sont dérisoires pour les instigateurs de ce trafic. Ils ont en effet tous été condamnés à des peines de prison avec sursis de 4 à 30 mois et à des amendes représentant un total de 102 000 francs (10 millions 200 000 centimes).

Peines ridicules même si l'administration des douanes, la direction générale des impôts, la répression des fraudes obtiennent 760 millions de francs sous forme de confiscations diverses.

Le principal accusé Paul Crémieux (70 ans, dirigeant entre 1972 et 1978 de la société des Vins de France (SVF) marque qui commercialise Margnat, Préfontaines, Kiravi, Postillon, Grap, Grévér) s'en tire vraiment à bon compte.

F.M.

CARAVELAIR CONTRE 195 LICENCIEMENTS

Pour s'opposer aux 195 licenciements annoncés par la direction chez Caravelair (fabrique de cavaranes) les travailleurs ont bloqué lundi la N 7 à Tain l'Hermitage dans la Drôme.

La chasse au « gaspi » ou l'art de gaspiller l'argent du contribuable

A l'heure où les moyens d'information sont mobilisés sur le thème des économies d'énergie, où M. Giraud, ministre de l'Industrie, récompense les meilleurs « chasseurs de Gaspi », quelques rappels sont nécessaires :

— Le coût de l'opération est estimé à 30 millions de francs. Il aura fallu 140 000 litres d'essence pour apprendre aux Français à moins consommer. Où est le gaspillage ?

— Bien que le transport par rail soit deux fois moins coûteux en énergie à la tonne moyenne transportée que le transport par route, on continue à favoriser ce dernier. Il est toujours impossible de subventionner les branchements particuliers sur les voies SNCF ; on continue à fermer les petits centres de tri de marchandises SNCF, etc... L'agence pour les Economies d'Énergie (A.E.E.) contribue à favoriser cette politique.

— Les transports en commun n'intéressent pas l'A.E.E. Les campagnes d'incitation ne visent que les véhicules particuliers. La première économie ne serait-elle pas d'abandonner sa voiture ?

— Les aides que l'A.E.E. réserve aux industriels (380 MF en 1979) vont pour la plupart aux sociétés impor-

tautes nationales et multinationales et servent autant à financer les accroissements de capacité de production, les restructurations que les investissements économisant purement l'énergie.

Le personnel de l'Agence connaît bien ces problèmes. Il n'en apprécie que mieux le zèle déployé par la direction pour économiser sur ses rémunérations : l'opération « Gaspi » à elle seule représente 4 fois la masse salariale de l'Agence. On ne peut pas à la fois financer les industriels et convenablement ses employés. Quant au sérieux de l'opération, comment y croire ? La consommation de carburant automobile est en hausse malgré le battage publicitaire. Et que penser de ces 5 « moniteurs de chasse au gaspi » qui se sont vu retirer le permis de conduire... pour excès de vitesse sur autoroute ?

Voilà, dans ces conditions, un ministre apporter son concours à cette pitoyable mascarade ne peut qu'affliger. Il est des circonstances économiques où la simple décence fixe des limites à l'imposture.

Communiqué de la CFDT du Ministère de l'Industrie.

Conseil des ministres : réforme de l'ANPE au menu

Le conseil des ministres de mercredi examinera la réforme de l'ANPE telle qu'elle est proposée par le rapport Farge. Le rapporteur est depuis devenu secrétaire d'Etat à la sécurité sociale pour y promouvoir une réforme aussi radicale que celle qu'il a mis à point pour l'ANPE. Schématiquement, ce fonctionnaire propose de transférer à l'Assedic l'indemnisation des personnes privées d'emploi afin que l'ANPE devienne une gigantesque agence d'intérim mieux à même de faire la chasse aux chômeurs se refusant à accepter n'importe quel travail...

Pour tout dire, le projet de décret portant sur la réforme de l'ANPE prévoit que celle-ci devienne « un établissement public à caractère industriel et commercial ». Le projet gouvernemental rencontre la vive hostilité des syndicats de l'ANPE et des confédérations.

les indépendantistes Kanaks célèbrent le 126^e anniversaire de la colonisation de la Nouvelle Calédonie

3 000 manifestants se sont regroupés lundi en Nouvelle-Calédonie à l'appel des organisations anti-colonialistes, malgré l'interdiction formelle qui leur avait été signifiée par le « Haut commissariat de la République dans le Pacifique » et malgré un imposant quadrillage policier. Les manifestants n'apprécient pas du tout la célébration du 126^e anniversaire du rattachement de leur pays à la France. Ils ont choisi l'heure du défilé militaire pour le faire savoir. La police est intervenue violemment, notamment à l'aide de moto-pompes. Le Comité Européen pour l'Indépendance Kanak affirme dans un communiqué publié à Paris que les aspirations à l'indépendance croissent notablement en Nouvelle-Calédonie.

RATP, SNCF... grèves en série

La grève des transports se poursuit dans la ville d'Angers dans laquelle la mairie PS veut supprimer 47 emplois.

A Paris, les cheminots CFDT de la gare Saint-Lazare désorganisent les transports sur trois lignes. La grève durera normalement jusqu'à dimanche soir. La CGT se joindra au mouvement à partir de mercredi. Les revendications portent sur des reclassements salariaux. La grève est suivie à 85 % selon la CFDT.

A la RATP, les syndicats CGT, CFDT et autonome envisagent d'arrêter le travail du mardi 25 au 5 octobre à raison d'au moins deux heures par jour sur la ligne n°13. L'essai de nouveau matériel pour l'exportation aggrave en effet les conditions de travail sur cette ligne.